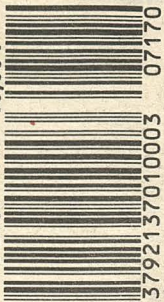


T 2137 - 717 - 10,00 F



3792137010003 07170

hebdo

le monde Libertaire



ISSN 0026-9433

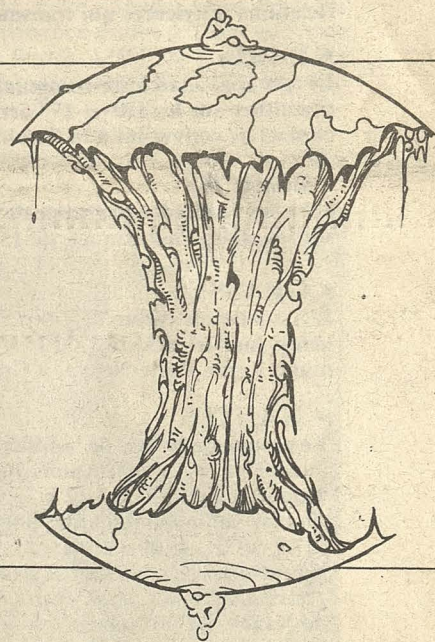
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°717 JEUDI 15 SEPTEMBRE 1988 10,00 F

ENCORE PLUS DE PROFITS

ROCARD D'ESTAING LE MYSTIFICATEUR



MER DU NORD

Vos gueules
les mouettes,
les algues
poussent !

PAGE 7

CHELLES

Ses colonies
de vacances,
son journalisme
« indépendant »,
son « humour »...

PAGE 5

BIRMANIE

De la contestation
économique à la
révolution.

PAGE 8

ÉDUCATION

« Il n'y a rien de
plus poétique que
l'autogestion... »

PAGE 12

communiqués éditions

• VAR

Une liaison est en création dans le Var, à Solliès-Pont. Pour prendre contact avec celle-ci écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• NIMES

La liaison Nîmes de la FA informe ses sympathisants, ou toute personne intéressée par une prise de contact sur la région du Gard, qu'il est possible de la joindre par l'intermédiaire des Relations intérieures qui transmettront.

• PARIS

Le groupe anarchiste-communiste Carlo-Cafiero vient de se constituer sur les III^e et IV^e arrondissements de Paris. Pour le contacter, écrivez-lui à la librairie du Monde libertaire.

• BÉZIERS

Tous les vendredis, le groupe de Béziers tient une table de presse sur les allées Paul-Riquet, de 15 h à 17 h.

• GRASSE

L'Association culturelle libertaire de Grasse tient une permanence tous les samedis, de 15 h à 18 h, à son local « La Commune », rue Porte-Neuve, à Grasse.

• NANTES

Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste tiendra, comme l'année passée, ses diffusions du « Monde libertaire » au marché Talensac, de 11 h 30 à 12 h 30. De même, il continue son émission de radio (« Magazine libertaire ») sur Radio Alternantes (97.5 MHz), le samedi de 10 h à 11 h. Vous pouvez également commander le n° 4 du « Farfadet » contre 6 F en timbres en écrivant à : « Magazine libertaire » / Radio Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AFFICHE

Le groupe Carlo-Cafiero a édité une affiche en quatre couleurs (noir, rouge, vert, brun), format 44 x 32 cm. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire (on peut la commander). Prix : 0,60 F au-dessus de 50 exemplaires ; 1 F de 10 à 50 exemplaires ; et 5 F pour moins de 10 exemplaires.



• BROCHURE

Les éditions Partage Noir viennent de faire paraître une brochure intitulée « Erich Mühsam (1878-1934) ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 9 F.

• REVUE

Le numéro 3 d'« Itinéraire », consacré à Pierre Kropotkine, vient de paraître. Au sommaire : De la noblesse à l'anarchisme, Didier Roy ; Les chemins de l'engagement, Pierre Kropotkine ; 1789-1793, la grande révolution, Yves Blavier ; Kropotkine un géographe novateur, Philippe Pelletier ; De l'entraide à l'éthique, Martine (liaison Bas-Rhin de la FA) ; La conquête du pain, Philippe Boubet ; Kropotkine et la guerre, Georges Host ; de l'autocratie tsariste à la dictature bolchevique, Aurore Kermadec ; L'enterrement de P. Kropotkine, Yves Peyraut ; L'influence kropotkinienne en Asie orientale, Philippe Pelletier ; A l'épreuve du temps, Marc Dehenné. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 33 F. Pour s'abonner écrire à : « Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.



• « VIVRE »

Le numéro 6 de « Vivre », journal du groupe Louis-Lecoq de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Il est disponible au prix de 3 F à la librairie du Monde libertaire.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Economie : La justification des profits, Editorial — PAGE 4, Lutte : Delors applaudi par les TUC, Normaliens en lutte, Thierry Chatbi, En bref, Les salaires, Edmond Maire — PAGE 5, Société : Racisme à Chelles, A propos des Etats-généralux de l'immigration, Pantxo Angevin — PAGE 6, Société : L'Europe de 1993, Sur le RMI, Guerre au paroxysme ! — PAGE 7, Société : La mer du Nord coule, Note de lecture — PAGE 8, Dans le monde : Birmanie, de la contestation économique à la révolution, Chronologie des événements — PAGE 9, Informations internationales : Mario Ines Torres, Pologne, Mexique : chacals et vautours, Revue de presse — PAGE 10, Histoire : La Révolution française et ses enjeux, La Révolution sur les ondes — PAGE 11, Expressions : Cinéma, Spectacle, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Gala avec Serge Utgé-Royo et Marie-Josée Vilar — PAGE 12, Education : L'autogestion à tous les âges.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le numéro 51 de « Contre vents et marées », journal d'humour anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry et Lyon vient de sortir. Il est possible de se le procurer en écrivant à : « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHE-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTE-D'OR

Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffle, 61, rue Jeannin, Dijon.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 11 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Durruti » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Emma Goldman » de Bordeaux : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : [16] 56.81.01.91).

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, et le samedi, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, métro Fives (répondeur téléphonique au [16] 20.47.62.65) ; les mercredis, de 12 h 30 à 13 h 30 à l'Université de Lille III (Pont-de-Bois) ; et les dimanches, de 11 h à 12 h, sur le marché de Wazemmes.

Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M° République). Adresse postale : groupe F.A., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœuil.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au [16] 35.70.61.64.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».

• VAR

Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VENDEE

Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3^e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

« LA CRISE »

Les mystifications de Rocard d'Estaing

POUR faire passer le goût amer d'une austérité croissante, d'un chômage galopant, d'une précarisation toujours plus massive, les socialistes au pouvoir ont déniché une nouvelle potion magique : « l'humilité du politique » chère au nouveau Premier ministre. Mais cette résignation-là ne signifie ni plus ni moins qu'une soumission explicite aux règles d'airain du marché capitaliste. Et, de fait, « Rocard d'Estaing » lave plus blanc les méga-profits.

Méga-profits

Car il faut se rendre à l'évidence, dix mois après, le krach boursier d'octobre 1987, l'économie française ne tourne finalement pas si mal pour le CNPF. La croissance atteindra tout de même 3% cette année.

« C'est l'euphorie », s'exclame Jacques Plassard, patron de Rexeco, un institut de conjoncture proche du patronat. « La France est vraisemblablement actuellement le meilleur risque boursier de la planète », affirme Jacques Bourgeois, économiste du groupe financier Tuffier-Ravier-Py. Même François Périgot, patron des patrons français, a dû convenir du boom de l'investissement.

L'investissement avait chuté de 10% entre 1981 et la mi-84. Depuis 1986, il s'est sérieusement redressé pour atteindre une croissance de + 7% en 1988. Le meilleur résultat depuis quatorze ans. Mais ce sont les profits qui font les investissements. Et côté bénéfices des firmes, c'est un festival. La progression des profits a atteint + 20% en moyenne en 1987, et on attend encore au moins + 10% cette année. L'an dernier, plus de 250 entreprises ont annoncé des bénéfices nets supérieurs à 50 millions de francs.

Les profits ont explosé dans l'automobile (+ 117% chez Peugeot), dans l'alimentation (+ 200% pour Béghin-Say et + 266% pour Saint-Louis), et dans la chimie (+ 91% à Saint-Gobain). Même les entreprises nationalisées sont de la fête. Et, par exemple, EDF, GDF, la SNCF et la RATP affichent 9

milliards de bénéfices. On retrouve les meilleurs niveaux de profit depuis le premier choc pétrolier de 1973. Rien d'étonnant donc à ce luxe insolent dans lequel baigne le grand patronat. Mme Bettencourt, la plus grosse fortune française, gagne 6 000 F toutes les trois minutes (soit une fois et demi le SMIC). Le prince de Lignac dilapide un milliard de centimes en une nuit, à Saint-Tropez, fin juillet, pour son anniversaire. Et les 20 autres milliards dépensés en une semaine, fin août, à l'occasion de la vente des jeunes chevaux de course à Deauville, ne sont pas tombés du ciel. Ils proviennent tout simplement de l'exploitation capitaliste du travail, et de la cure d'austérité imposée aux salariés depuis 1976.

Libéraux et sociaux-démocrates, pour justifier leur politique, ne cessent de répéter le fameux « théorème » de Schmidt : « Les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. » Et cela s'avère toujours de plus en plus faux. L'ère des méga-profits s'installe, mais pour les salariés la crise ne cesse de s'aggraver.

Précarité et austérité

Comme prévu, le chômage poursuit son accroissement. Le traitement social mis en place par Séguin avant les présidentielles, évidemment, s'essoufle. En juillet, on dénombrait ainsi 2 613 500 demandeurs d'emplois, soit 10,4% de la population active.

Les chômeurs inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an sont de plus en plus nombreux : 768 086 personnes en juillet. Et plus de 40% des demandeurs d'emplois continuent à n'être plus indemnisés. De plus, les prévisions à moyen et long terme tournent au cauchemar. La très sérieuse revue *Observations et diagnostics économiques*, en projetant dans l'avenir l'évolution du marché du travail observée entre 1984 et 1987, arrive ainsi à des conclusions terrifiantes. Le taux de chômage sera inférieur à 5% dès 1990 en RFA et dès 1995 au Royaume-Uni. A cette date, le taux italien sera revenu à 7,5%. Les chiffres français

sont quant à eux catastrophiques : 11,6% en 1990 ; 13,5% en 1995 et 15,9% en l'an 2000.

Il faut savoir, d'autre part, que la précarisation du marché du travail ne cesse d'augmenter. En juillet 1987, 152 738 personnes se sont inscrites au chômage pour cause de fin de contrat à durée déterminée (+ 18,6% sur un mois). Quant aux inscriptions pour cause de fin de mission d'intérim, elles augmentent : + 2,8%. On le voit, le patronat embauche et débauche à sa guise, une main-d'œuvre précarisée devenue, grâce au chômage massif, aux TUC et aux SIVP, taillable et corvéable à merci.

A la précarité s'ajoutent des cures d'austérité toujours renouvelées. C'est ainsi qu'en 1988, en France, le coût de la main-d'œuvre pour le patronat n'augmentera que de 0,5%. Comme en Allemagne, mais singulièrement moins vite qu'au Royaume-Uni (+ 5%), qu'aux Etats-Unis (+ 4%) ou qu'au Japon (+ 1%). Et l'an prochain, si l'on en croit l'OCDE, la France sera championne du monde de l'austérité salariale, devant la RFA. On n'avait historiquement jamais vu cela. Pour désamorcer la grogne éventuelle et donner bonne conscience au patronat, on a fait appel à Michel Rocard. Un Rocard, sinon rien.

Rocard lave plus blanc les méga-profits

Les principales mesures du gouvernement Rocard sont, de fait, essentiellement symboliques et extrêmement dangereuses. On se souvient en effet, du rapport de février 1987 du Conseil économique et social qui dénombrait 2,5 millions d'individus en état de pauvreté (c'est-à-dire disposant de moins d'un demi-SMIC par mois). Il établissait aussi que 400 000 personnes étaient alors sans couverture sociale, et que 200 000 à 400 000 personnes se voyaient privées de logement (donc de prestations familiales).

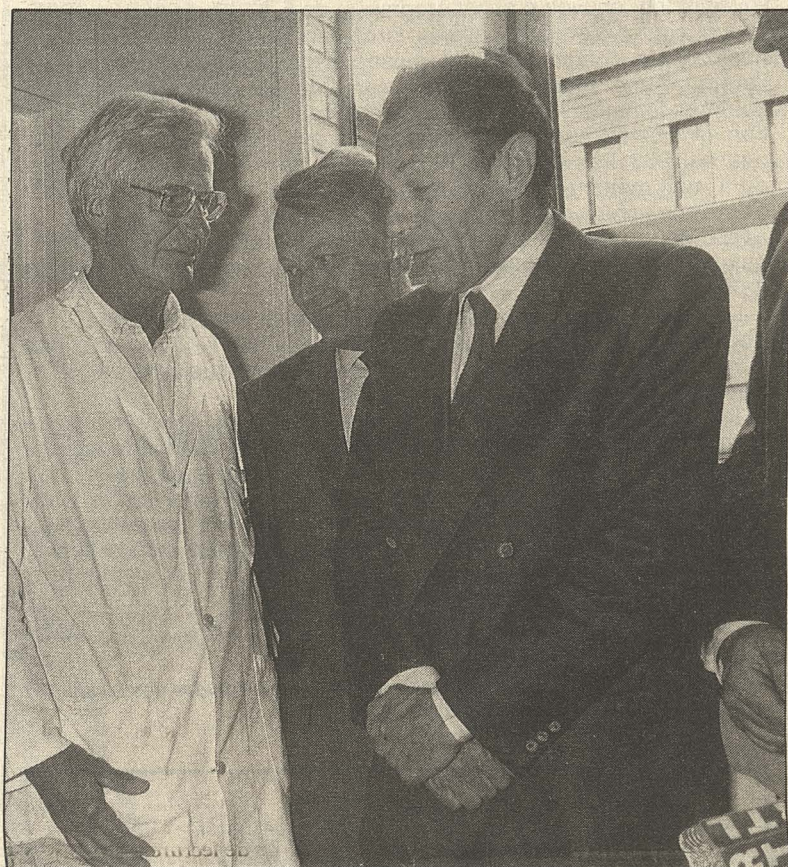
Adopté en conseil des ministres le 18 mai dernier, le projet de « revenu minimum d'insertion » du gouvernement Rocard fait juste ce qu'il faut pour que les riches dorment l'âme en paix, la « BA » accomplie en quelque sorte. Ce revenu minimum de 2 000 F par mois 3 000 F pour un couple, plus 600 F par enfant) touchera 500 000 personnes. On dénombrait pourtant 2,5 millions de pauvres en 1987. Et comment vivre avec 2 000 F par mois ? Comment payer un loyer ? Comment envisager un avenir ? Cette moitié de SMIC permettra au patronat de tourner plus encore qu'aujourd'hui le salaire minimum.

La mise en place de ce « filet de protection » encouragera les entrepreneurs à licencier à tour de bras, sans aucun plan d'accompagnement social. La discrimination sexiste sur le marché du travail augmentera certainement. Les services préfectoraux, c'est-à-dire l'Etat, contrôleront le versement du revenu minimum. Cela signifie évidemment un renforcement massif du contrôle étatique sur les catégories les plus démunies. Quiconque alors s'insoumettra se verra privé de ressources. Avouons que comme dispositif de consolidation du capitalisme, le revenu minimum version Rocard est un coup de génie. Il accroît tout à la fois les marges de liberté du patronat et menace de faire jouer l'Etat-gendarme, tout en préservant un volume suffisant de précaires destinés à maintenir la docilité de l'ensemble des salariés. On comprend mieux la position de certains anarchistes lorsqu'ils ne cessent de se battre pour un revenu minimum au moins égal au SMIC non déconnecté d'une activité productive (qu'il s'agisse d'un emploi, d'une

activité associative ou culturelle, ou d'une formation qualifiante). Mais ce revenu ne doit être qu'une pièce d'un vaste plan anti-pauvreté, améliorant l'accès au logement et à la formation des catégories démunies. Il ne doit être qu'une pièce d'une offensive pour la réduction massive du temps de travail, sans perte de pouvoir d'achat pour les bas et moyens salaires.

de francs, 0,7% entre 6,5 et 12,9 millions, et 0,9% au-dessus de 12,9 millions.

En France, aujourd'hui, deux cent mille familles possèdent un patrimoine évalué à 2 000 milliards de francs. L'ISF de Rocard ne les atteindra guère. Tout comme celui de 1982 n'avait pas freiné la croissance des grandes fortunes, multipliées par trois en six ans, de 1982 à



Quoi de neuf docteur ?

Pour financer une partie de son revenu minimum d'insertion, Rocard propose un « impôt de solidarité sur la fortune » (ISF). Encore du symbolique, encore du dérisoire ? Qu'on en juge. Les œuvres d'art possédées et les « moyens de production » (c'est-à-dire l'essentiel de ce qui fait le capital des capitalistes) ne seront pas intégrés à l'évaluation du patrimoine des grosses fortunes. De plus, les taux d'imposition sont incroyablement bas : 0,5% pour des patrimoines de 4 à 6,5 millions

1988. Rocard sert en réalité de fusible pour désamorcer les contestations, et adoucir la perception d'inégalités et d'injustices inacceptables. Seule la lutte directe des salariés peut les abolir. Les exemples récents des mines de Gardanne ou des imprimeries Didier démontrent une fois de plus qu'un mouvement résolu peut venir à bout de l'arbitraire patronal.

Willy PELLETIER
(Gr. Broutchoux de Lille)

Editorial

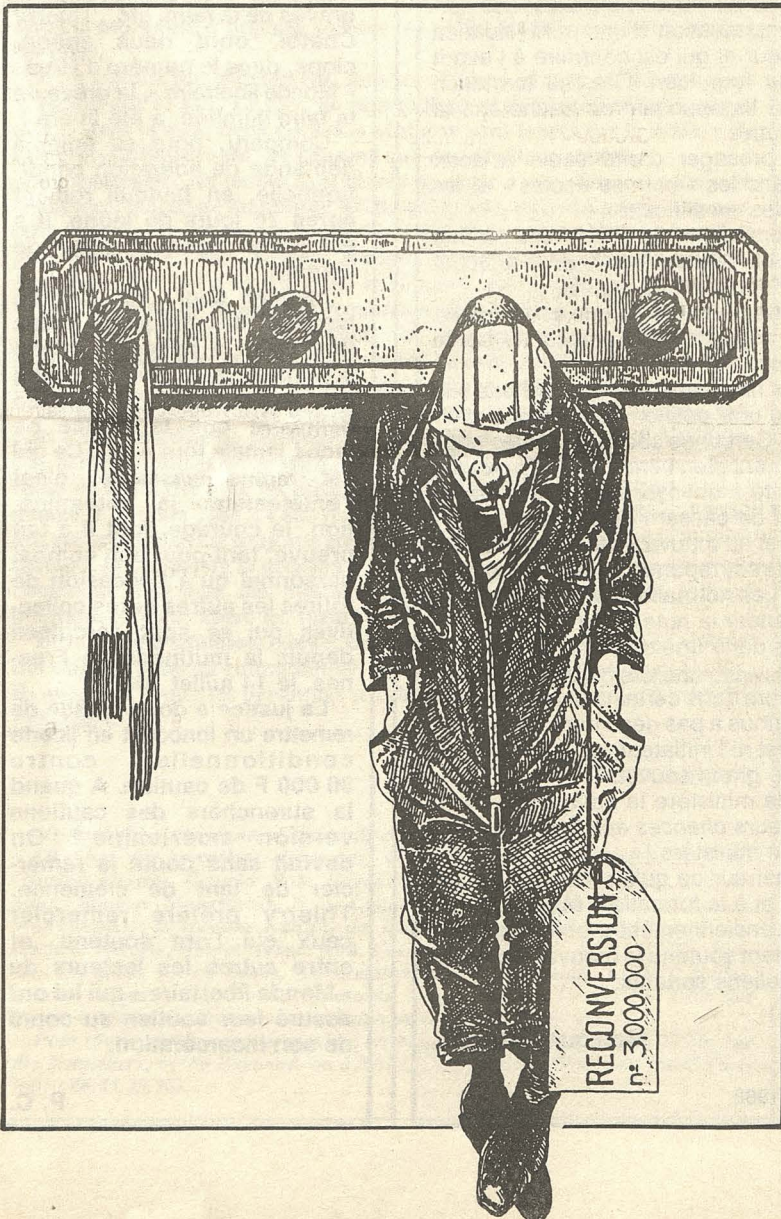
C'EST une tradition désormais bien franchouillarde, la culture appartient à la gauche et l'argent à la droite. Vieilles réputations entretenues par la gauche après avoir subi la privation du pouvoir pendant plusieurs décennies. Tandis que la droite a pu sans vergogne posséder tous les moyens économiques.

Mais après un 10 mai 1981 quasi mythique, la tendance semble s'inverser avec l'émergence de la Kulture Le Pen. Les intellectuels de gauche n'ont plus qu'à bien se tenir. C'est en tout cas ce que le leader du Front national tente depuis quelques temps d'assumer, sans y parvenir vraiment, il faut bien le dire.

Si, comme le disait Victor Hugo, le calembour est la fiente de l'esprit, Le Pen, lui, en est la diarrhée, le guano de l'intellect, la déjection de la pensée. Il reste cependant qu'il est inquiétant de constater que la petite cohorte journalistique demeure sans arrêt dans l'attente d'un bon mot, parce que les injures ça fait vendre coco...

Plus perfides sont ceux qui considèrent que le sinistre Le Pen n'est qu'un adversaire politique comme les autres, voire un allié de circonstances, un peu remuant certes, mais un allié tout de même. Alors quand il se fait trop remarquer, on se désolidarise, on se rend compte seulement maintenant, on n'en veut plus avec nous... pour l'instant.

Ce vilain petit canard n'incarne en fait que le trop-plein de la droite. Une droite vulgaire, éloignée de Neuilly, pas suffisamment discrète, un peu trop musclée. Mais qu'importe la méthode. Le Pen n'ira jamais chier dans le service à thé en porcelaine de Chine ramené des colonies par le grand-père maurassien. Le Pen c'est un peu de la crasse qui reste collée sur le bord du lavabo, le mauvais élève mal poli mais qu'on n'ose pas jeter hors du cercle de famille. Quand tout le reste veut se faire oublier, Le Pen incarne les haines intériorisées, tout ce que la droite ne veut pas savoir, tout ce que nous autres anarchistes devons combattre avec âpreté et sans rémission.



Les salaires en question

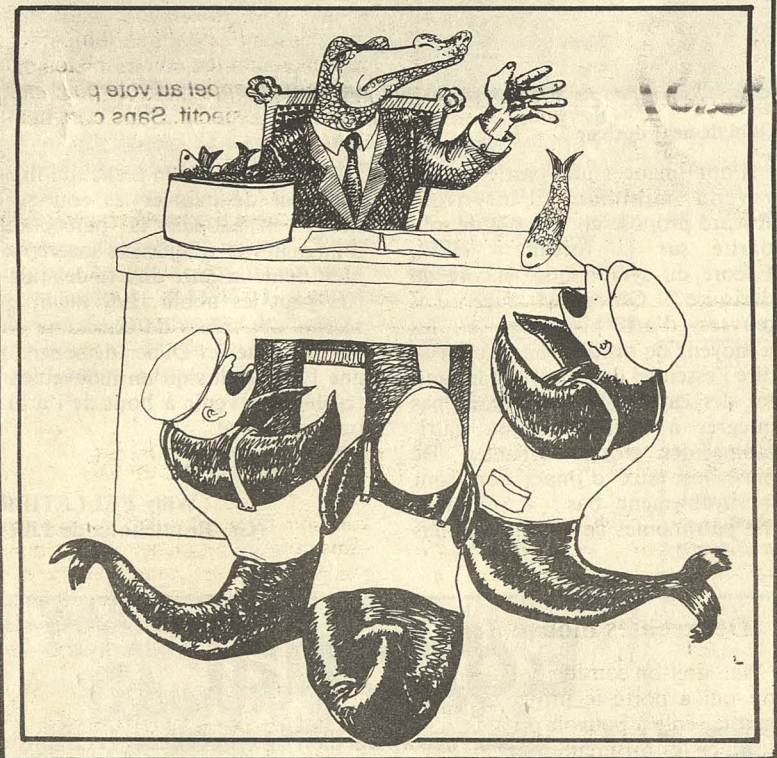
Profits en hausse, salaires en baisse : « Vaste mélancolie et langoureux vertige » ; c'est toujours la même petite musique : les patrons s'enrichissent et les salariés s'appauvrissent. Les premiers ne se sont jamais aussi bien portés. Pour n'en citer qu'un, Jean Calvet, PDG de Peugeot, il a réalisé en 1987 et 1988 le plus gros bénéfice pour une entreprise française : 6,7 milliards de francs. Les seconds n'ont jamais été aussi mal lotis, surtout les précaires. Les « revenus sociaux » (TUC, SIVP, etc.), affirme le CERC, « n'ont généralement pas progressé entre 1984 et 1987 ». Même si les chiffres officiels pour les quatre dernières années restent peu élevés en comparaison des statistiques syndicales, la perte du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés du public ou du privé est générale. Les fonctionnaires et assimilés ont perdu 1,3% de pouvoir d'achat par an depuis 1984. Les salariés du privé ont perdu 0,4% en 1987. Par contre les professions libérales, réparateurs automobiles et autres cafetiers ou restaurateurs voyaient leur pouvoir d'achat progresser de 5 à 10% de 1984 à 1987. Ces quelques éléments chiffrés, forcément des moyennes, ne prennent pas en compte les nombreuses disparités d'une profession à l'autre, d'une région à l'autre, sans oublier l'inégalité salariale hommes-femmes. Il n'est donc pas étonnant que toutes les organisations syndicales fassent des salaires une des préoccupations de cette rentrée 1988. Pas surprenant non plus que les revendications passées ou à venir mettent la barre des augmentations de salaires très haute. Souvenons-nous des employés de Chausson, ou de ceux de la SNECMA qui réclamaient 1 500 F par mois pour tous, ou encore aujourd'hui des infirmières qui revendiquent une augmentation de 2 000 F.

La rigueur prend l'eau et l'inquiétude grandit chez le patronat et le gouvernement ; même si ce dernier reste formel : « Il n'y aura pas d'indexation des salaires sur les prix », seulement quelques petits ratrapages, comme le 1% pour les fonctionnaires.

Il n'est pas du tout certain qu'ils réussissent à maintenir le mécontentement salarial en lâchant quelques miettes. Dans une société d'injustices sociales et culturelles où seul l'argent donne le droit d'exister, et encore ! les inégalités de revenus ne sont jamais longtemps supportables. Comment accepter que d'un côté un patron double ou triple ses bénéfices et de l'autre qu'un chômeur reçoive la moitié du SMIC ?

A. D.

Sources : les chiffres ont été publiés par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC : 30, rue Las-Cases, 75007 Paris).



De l'or en barre

UN bien piètre jeu de mots pour une réalité surprenante. Alors qu'Henri Krassucki dans une interview donnée jeudi dernier aux pages économiques du *Figaro*, déclare qu'il est contre l'Europe concoctée par le capital (1), Jacques Delors est allé se faire applaudir au congrès des TUC anglais (les syndicats).

Alors qu'en France le mouvement syndical est circonspect, voire hostile à l'Europe de 1993, un président de la Commission européenne réussit par un tour de passe-passe à faire miroiter aux Anglais une Europe sociale.

Nos voisins d'outre-Manche ont-ils vraiment trop enduré avec le thatcherisme pour entendre dans les propos de l'ancien syndicaliste de la CFDT un espoir, une bouée de sauvetage ?

Jacques Delors, dans un discours d'une demi-heure, n'y a pas été avec le dos de la cuillère : « Quand j'étais syndicaliste, j'ai beaucoup appris de votre organisation. Celle-

ci fut un modèle pour les syndicats européens. » On se souvient de l'action syndicale de Jacques Delors et on se demande quelle différence il y avait entre sa conception de l'austérité et celle de Margaret Thatcher... A moins que tout soit dans la façon de le dire et dans l'acceptation de l'austérité par les syndicats !

« Le seul moyen de protéger les travailleurs, c'est la coopération internationale syndicale européenne », a déclaré un participant au congrès des TUC. Fort bien, mais sur quelles bases ? Tout est à craindre pour le « modèle syndical européen ».

Fernand BERNARD

(1) Le secrétaire actuel de la CGT, s'il a des formules genre : il faut « mettre en mouvement un bouillonnement revendicatif intense dans les entreprises », cause au sujet de la France d'« abdication nationale »... Nul n'est parfait !

CFDT

Changement ?

L'EFFET Maire ne durera plus longtemps ; au prochain congrès confédéral de la CFDT, du 21 au 26 novembre à Strasbourg, Edmond Maire, secrétaire général, quittera l'organisation plus tôt que prévu. Enfin ! Celui qui enfant voulait devenir prêtre dirigeait la CFDT depuis 1971. Permanent depuis 1957, bureaucrate dans l'âme, il a su très vite se faire une place dans l'appareil cégétiste. Chimiste, il adhère à la CFDT en 1954 et fait partie du courant minoritaire « Reconstruction » ; en 1964, il devient secrétaire fédéral de la toute fraîche CFDT et entre au bureau national trois mois plus tard. Il accède enfin à la Commission exécutive en 1970, au fameux congrès d'Issy-les-Moulineaux, le 35^e, pour les connaisseurs, celui du « socialisme autogestionnaire ».

Il cache soigneusement sa carte du PS qu'il acquiert en 1974 lors des « Assises du socialisme », après un passage au PSU. C'est un copain à Rocard ; « Les deux hommes sont très proches idéologiquement », souligne Claude Levy (1).

Rusé et incontestablement plus doué que les autres dans l'art du double langage, il ne résiste guère aux « coups médiatiques ». Un temps « anticapitaliste », on est en 1970, il se « recentre » très vite pour aujourd'hui trouver la grève « archaïque ».

Un homme d'appareil

Cet homme d'appareil n'aime pas les concurrents ni les « masses ». Tous les prétendants au trône CFDT seront écartés et les salariés oubliés. C'est lui qui, en 1981, annonce « la rigueur » sur le perron de l'Elysée et, en 1988, s'arrange pour exclure Pierre Héritier (2) du « gouvernement » de la CFDT.

Après 17 ans de règne, il passe ainsi la main sans trop de problèmes

à ses dauphins : Jean Kaspar et Nicole Notat. Respectivement ancien mineur et institutrice spécialisée, ils formeront un couple idéal pour parachever la normalisation ! Avec une Commission exécutive réduite à une équipe annoncée comme « homogène », la CFDT pourra poursuivre ses œuvres de bienfaisance. Les patrons seront rassurés, la CFDT restera une organisation syndicale « responsable » et continuera de s'éloigner « des idéologies de transformation et de rédemption du monde » (3).

La boucle est bouclée, vingt ans après Mai 68, Edmond Maire aura gagné un double pari : celui de profiter de l'air du temps, les années 70 — celles de l'apogée de la CFDT socialiste, autogestionnaire, anti-hiérarchique et antinucléaire — pour se faire élire secrétaire général et celui d'écarter tous les gêneurs, les « ringards » et autres syndicalistes révolutionnaires, n'hésitant pas sur les moyens : désinformation, mises au placard, exclusions, etc.

Ce saint-simonien (4) pourra aller prêcher ailleurs. La succession est réglée, la chapelle sauvegardée ; le congrès de Strasbourg n'y changera rien. Les statuts sont là pour ça.

Alain CRÉDULE

(1) Claude Levy, journaliste à l'AFP et auteur du livre *Les trois guerres de succession (à la CFDT, FO et CGT)*, aux éditions Alain Moreau.

(2) Pierre Héritier est secrétaire confédéral et membre de la Commission exécutive. Il représente « l'aile gauche » de la CFDT. Mais une gauche très molle, bon chic bon genre, du style : « Il faut quand même quelques luttes ! »...

(3) Déclaration de Raymond Soubie, directeur de Liaisons sociales, ancien conseiller de Chirac et de Barre.

(4) Edmond Maire est membre du Club Saint-Simon, qui regroupe patrons, intellectuels et syndicalistes.

Normaliens en lutte

Durant l'année 1987-1988, s'est constitué un mouvement national contre l'examen terminal classant dans les écoles normales. Les normaliens et normaliennes refusent l'instauration d'une surévaluation qui ne présente aucun intérêt formateur et qui est contraire à l'esprit de travail d'équipe nécessaire à leur formation. C'est la formation dans son ensemble qu'il faut revoir ! Ils opposent au bachotage la mise en place d'une évaluation formative.

D'autre part, le classement fait précéder d'une école à deux vitesses : les « bons instituteurs » dans les « bonnes écoles » et les « mauvais instituteurs » dans les écoles en difficulté.

En mars 1988, s'est créée une coordination de différentes actions (grève, manifestations, etc.) menées en liaison avec le SNI-PEGC et le SGEN, mais le ministère est resté sourd à nos appels.

Dans un premier temps, les examens départementaux se déroulant à des dates différentes, ont été soit boycottés soit empêchés par la présence massive d'autres normaliens.

Sur ces interventions, les syndicats nationaux ne nous ont pas suivis. Ceux-ci prônaient la signature d'une pétition et la négociation avec le ministère, un point c'est tout. Certaines sections locales nous ont accordé leur soutien, mais elles furent bien minoritaires. En revanche, d'autres sections n'ont pas hésité à envoyer une lettre personnelle aux normaliens leur demandant de passer l'examen.

Début juin, suite à l'empêchement et au mauvais déroulement d'un certain nombre d'examens, ceux-ci furent reportés à une même date pour tous les départements, fin juin. Les normaliens décidèrent alors de rendre copie blanche ou de demander la note « zéro ».

Le gouvernement se trouvait alors dans une situation difficile, ne pouvant ne pas se permettre de ne pas titulariser une telle quantité de normaliens au regard du manque d'instituteurs dans certains départements.

A cette occasion encore, le SNI ne nous a pas déçu dans sa volonté de casser tout mouvement dont il n'est ni l'initiateur ni le fer de lance et en se présentant à la fin comme le grand sauveur.

En juillet, le SNI a négocié avec le ministère la titularisation « de ceux qui ont négligé de jouer toutes leurs chances aux épreuves finales » (1). On croirait lire un bulletin du ministère !

Malgré cela, le ministère reste muet sur ce qu'il compte faire par rapport à l'examen terminal classant et à la formation. Mais que Jospin entende bien que les normaliens anciennement première année, devenus deuxième année, ont largement soutenu le mouvement et ne sont pas plus satisfaits que les normaliens sortants.

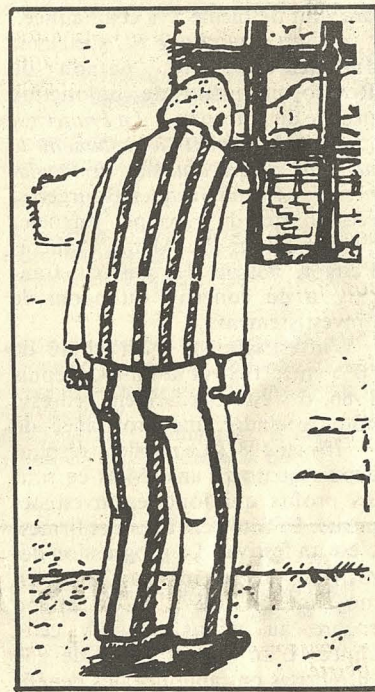
Monique FIGAROL

(1) L'école libératrice n° 1, septembre 1988.

en bref...en bref...

• **FÊTE ANTIMILITARISTE.** Une fête antimilitariste se tiendra le 17 septembre, à 21 h, au Gymnase, place de l'Amitié. Au programme : les groupes Fly and the Tox, Fusion, Georges-V ; des stands (boissons, infos) ; des vidéos (conscription en Afrique du Sud, guerre chimique au Kurdistan, répression en Kanaky). Des dessinateurs seront présents : l'album « Sous les bérets, la vase » y sera dédié.

• **ARRESTATION.** Serge Livrozet s'est fait arrêter de manière tout à fait irrégulière le mardi 23 août. Vous pouvez lui écrire à la prison de la Santé : matricule 235213, 2^e division, cellule 246, 42, rue de la Santé, Paris cedex 14.



Thierry Chatbi : gagné !

Enfin ! Après deux ans de prison « préventive », deux montées sur les toits de Fresnes et de la Santé, une grève de la faim et de la soif, deux grèves de la faim, etc., Thierry Chatbi, dont nous annonçons, dans le numéro d'été du « Monde libertaire », la grève de la faim illimitée, a été libéré !

Comparu, pour sa énième demande de libération conditionnelle, en fauteuil roulant après 70 jours de jeûne, il a été libéré contre 30 000 F de caution.

Inculpé pour une sombre histoire de braquage dans laquelle il a toujours affirmé son innocence, Thierry Chatbi est le prototype de l'ancien délinquant que la justice ne lâche jamais tout à fait. Ce qui est moins classique, c'est l'entêtement, la détermination, le courage dont il a fait preuve, tant pour son combat personnel qu'à l'occasion de toutes les autres luttes collectives qui se sont déroulées depuis la mutinerie de Fresnes, le 14 juillet 1987.

La justice a donc décidé de remettre un innocent en liberté conditionnelle, contre 30 000 F de caution. A quand la surenchère des cautions version américaine ? On devrait sans doute la remercier de tant de clémence. Thierry préfère remercier ceux qui l'ont soutenu, et entre autres les lecteurs du « Monde libertaire » qui lui ont assuré leur soutien au cours de son incarcération.

P. C.

RACISME

« Durafour crématoire » à la « meute de Beurs »

SITUÉE aux portes de Paris, forte de ses 45 000 habitants, Chelles est la deuxième ville de Seine-et-Marne. Au mois d'août, trois cents jeunes répartis dans plusieurs centres sont allés en colonie de vacances. *La Marne*, hebdomadaire indépendant d'informations régionales, relate l'événement dans son numéro du 1^{er} septembre. Pour cela, un titre en couverture : « Les colons de Chelles sont rentrés : 150 000 F de vandalisme à Janzé. Seize énergumènes ont dû être rapatriés prématurément », qui renvoie le lecteur en page 12.

Les faits

Là, entre les faits divers, les photos du marché retrouvant son animation et les résultats du concours de pêche, figure la rentrée des colos. Le titre ? « Une tornade... brune a ravagé la colonie chelloise de Janzé, Seize "enragés" rapatriés d'urgence ». L'article est du même acabit : le centre « de Janzé, en Bretagne, a été le théâtre de scènes de violence et d'actes de vandalisme, dont l'évaluation laisse à penser que les contribuables chellois devront déboursier la bagatelle de 150 000 F pour la remise en état des locaux. Racket, vols, violences et dégradations ont semblé constituer l'emploi du temps privilégié de jeunes garçons de 13 à 16 ans,

dont, bien sûr, aucun n'a été pris sur le fait. Pas vu, pas pris. »

Sur la page opposée s'étale *La chronique de Duchellois*, pseudonyme du représentant local de *La Marne*, à la fois journaliste, photographe et chansonnier auto-proclamé. Caché derrière ce faux nom, l'auteur passe à la vitesse supérieure pour ceux qui n'auraient pas compris le calembour « La tornade... brune ». « Après la tornade "brune" qui a ravagé les colonies de vacances chelloises de Janzé (150 000 F de vandalisme pas gratuit), un mauvais esprit de mes connaissances, apprenant les faits et ayant la révélation des auteurs, m'a suggéré un titre : "La meute de Beurs... s'est abattue sur la colonie", ajoutant avec un sourire malicieux... "Ce n'est guère surprenant... pourquoi vouloir envoyer dans des colonies les enfants de ceux qui en sont venus ?" ».

Le dégoût

L'article, tout de suite, rappelle que le contribuable devra payer. C'est un argument qui porte, l'auteur le sait. Il préfère cela à la recherche des causes, alors qu'un seul centre a été touché. Le fait que ce sont des enfants ne l'arrête pas. D'un côté, il signale que les responsables des dégradations n'ont pu être identifiés et, de l'autre, pas de doute : ce sont des étrangers bronzés. Même pas des

présomptions, mais des affirmations. Pour la chronique, le même délire : son auteur étant la même personne cachée sous un pseudonyme. De là à ce que l'ami à l'origine des « jeux de mots » ne fasse qu'un avec Duchellois...

L'extrême droite : une réalité chelloise

Les calembours de notre petit Goebbels local sont dignes de « Durafour crématoire ». Là il n'y a pas seulement mauvais jeu de mots, mais aussi calomnie à l'encontre d'enfants de couleur.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose !

La Marne est largement diffusée à Chelles et le moindre événement local multiplie les ventes, ainsi le numéro relatant le hold-up de l'agence du Crédit Lyonnais a été épuisé en vingt-quatre heures. L'extrême droite est ici bien implantée. Cornilleau, président du PNF, faisait partie du conseil municipal RPR il n'y a pas si longtemps. Son départ est simplement dû à son déménagement pour Nanteuil-lès-Meaux, depuis quelques mois. On peut facilement

mettre un visage sur ce nom car, participant au rassemblement international néo-nazi de Ring Congress le samedi 27 août à Courtrai (Belgique), il a eu droit à une interview au journal de 20 h sur TF1.

Quant au Front national, fort de ses 14,65% aux élections de 1986, il est passé à 20% en 1988, devenant ainsi la première force de droite. Eh oui, un électeur chellois sur cinq vote Le Pen ! Les pourcentages dans les cantons limitrophes, à Vaires, Claye-Souilly et Lagny, sont aussi éloquents et oscillent entre 18,43% et 21,83%.

Face à cette provocation, nous sommes donc intervenus pour donner notre point de vue sur ce genre « d'informations ». Notre tract, distribué au marché de Chelles le 11 septembre, appelle toutes les personnes dégoûtées à intervenir auprès de *La Marne* (1).

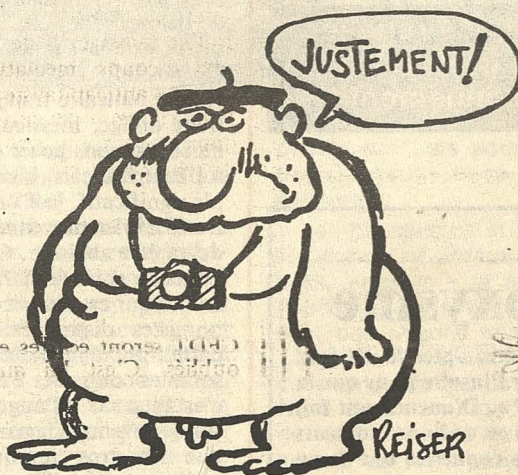
L'accueil fut excellent et de nombreux Chellois réagirent positivement, d'autant plus que le FN local distribuait lui aussi, juste à côté, un tract sur ce sujet... appelant à voter pour la « seule opposition » à la « chienlit » immigrée. Le torchon maniait l'humour lepéniste (!) en présentant un dessin où de « bons » Français se félicitaient de rentrer chez eux après les vacances. Détails : ils ne sont entourés que de Noirs et de Maghrébins, et un arrêt de bus indique le nom de la station : « S. Allende ». Ah ! le Chili de Pinochet : une référence pour ces messieurs. Pendant ce temps, les socialistes et les communistes diffusaient un appel au vote pour leur candidat respectif. Sans commentaire !

Groupe Sacco-Vanzetti (FA)

(1) *La Marne*, 34, rue du Grand-Cerf, 77109 Meaux (tél. : 64.34.07.50).

A la manière de Duchellois.
On m'a dit que...

LES RACISTES ONT
DES PETITES BITES



Libérons Pantxoa !

« Nous sommes les réfugiés de l'Etat policier... Pensez aux prisonniers, on veut la liberté... »

Berurier Noir, Descendons dans la rue.

Pantxoa Angevin est passé en procès — ainsi que deux de ses copains — mercredi 14 septembre, à la cour d'appel de Pau : il est accusé d'avoir lancé deux cocktails Molotov, le 4 mars 1987, sur la maison d'un inspecteur de police de Bayonne, responsable de l'expulsion de son copain Luis Maria Ruiz, le matin du 4 mars. Luis Maria Ruiz a 21 ans. Il vit depuis dix ans en Iparralde (« pays basque du nord »), joue dans un groupe de rock abertzale (« patriote »), Kalimotxo Gure Borroka (KGB).

Il est une des bêtes noires de l'inspecteur Bonochera. Convoqué le 4 mars au commissariat, on lui notifie son expulsion du territoire français selon la procédure d'urgence absolue (ce qu'il ignorait en se rendant chez les flics).

Il est expulsé immédiatement, sans ses affaires, et sans qu'il puisse prévenir qui que ce soit. Le soir, un rassemblement de protestation est organisé et dans la nuit, deux cocktails Molotov sont lancés sur la maison de l'inspecteur Bonochera, ne causant que des dégâts matériels.

Le lendemain, six jeunes sont placés en garde à vue. François Angevin (Pantxoa), guitariste du groupe KGB, qui avoue, dans un premier temps, être l'auteur du lancer de cocktails. Deux autres jeunes sont inculpés pour complicité : Xan Ansalas, militant abertzale du parti politique basque EMA, est tout d'abord arrêté le 11 mars, libéré le 14 avril et de nouveau embastillé le 20 mai sur réquisition du procureur ; l'autre inculpé est Xavier (Xabi), un copain de Pantxoa. Des témoignages-dénonciations, Xan et Xabi auraient été vus ensemble le soir du 4 mars dans un bar, ont motivé l'inculpation de ces derniers.

De nombreuses manif ont été organisées, rassemblant chaque fois plus d'une centaine de personnes. Y participait, entre autres, l'AJIR (1). Ces démonstrations de soutien ont eu lieu jusqu'au mois dernier, où un repas de solidarité avec les inculpés s'est tenu à Urrugne. Pantxoa, condamné le 29 mars 1988 à 4 ans fermes et 60 000 F d'amende (Xan et Xabi ont été acquittés), est toujours emprisonné depuis le 5 mars 1987. Le procureur a fait appel de la décision à Pau, où la cour est célèbre pour avoir condamné durement des militants abertzale (cf. le procès du journal libertaire *Abi*) et libéré les tueurs du GAL.

Devant cette situation inique, de nombreux groupes, fanzines, collectifs exigent, dans un communiqué, la libération de Pantxoa Angevin (2). Ils appellent toutes les personnes sensibilisées par la répression à soutenir Pantxoa (3).

PATXARRAN

(1) Assemblée des jeunes d'Iparralde contre la répression.

(2) Liste des premières signatures. Groupes rock : Laid Théardier, ND (Nuclear Device), Berurier Noir, Brigades, Scraps (de Lille). Fanzines ou journaux : Spoutza Mouvement, Nuits Câlins, On a faim (Bordeaux et Rouen), Mouvement de la Jeunesse (fanzine des Bérus), Contre, Tension, Névrose Punk, Hasta la Victoria, Noir et Rouge, Abil. Collectifs : REFLEX, SCALP Lille, Nantes, Clermont, Paris, Reims, Commission Prison-Répression, Crafard (Lille), Comité basque (Lille), Bondage Records, Otago, Escogri Totale, Fan Club des Bérus, « Magazine libertaire » (émission de radio sur Lille), etc.

Pour tout renseignement et soutien, écrire au Pays basque à : AJIR, 23 bis, rue des Tonneliers, 64100 Bayonne, ou à REFLEX, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél. : 46.45.25.30).

IMMIGRATION

Les Etats-généraux de l'immigration

LES « Etats-généraux de l'immigration », qui se sont tenus les 27, 28 et 29 mai à Saint-Denis, regroupèrent plus d'une centaine de représentants d'associations issues de l'immigration, de solidarité ou antiracistes. Nous avons déjà parlé dans un précédent numéro du *Monde libertaire* de cette initiative préparée et animée par « Mémoire fertile — agir pour une nouvelle citoyenneté ».

Les enjeux des « Etats-généraux de l'immigration »

Les enjeux des « Etats-généraux de l'immigration » étaient doubles : être un espace de débats et de réflexions de l'ensemble des associations, et affirmer l'existence de nouvelles revendications au sein de l'immigration, et plus particulièrement celle de « nouvelle citoyenneté ».

On ne se rend sans doute pas compte du saut qualitatif apporté par les militants associatifs sur le rôle et la place de l'immigré en France. On est passé insensiblement de l'égalité des droits pour tous, reconnaissant de fait les inégalités actuelles, à la participation de tous — dont les « immigrés » — dans la société, passant par l'égalité des droits. Les « Etats-généraux de l'immigration » en sont l'expression, comme la « Marche » fut celle de la présence de la « seconde génération », et « Convergence 84 » celle du refus du phénomène

« beur » (« *La France c'est comme une mobylette, il lui faut du mélange...* »).

Des réalités mouvantes

Mais doit-on considérer l'association qui a porté le projet comme étant la seule à pouvoir ou à devoir exprimer les différentes sensibilités existantes au sein du tissu associatif immigré. L'enjeu est de taille : reconnaître une certaine unicité à « Mémoire fertile », c'est avantager tous les discours réducteurs, allant de l'unique représentant de « l'immigration » au seul interlocuteur sérieux sur les questions de citoyenneté.

Or, les réalités sont plus mouvantes. L'immigration semble aujourd'hui être plus marquée par la montée des associations religieuses que par celle d'associations laïques. Dans le même temps, on ne peut nier que « la question de la citoyenneté » ne touche que les associations animées par des « Maghrébins ». Les « Etats-généraux de l'immigration » en furent un exemple, par la quasi absence de représentants d'associations animées par des Africains.

Alors, quelle peut être notre intervention ? N'oublions surtout pas qu'aujourd'hui nos idées sont pratiquement inconnues dans les milieux immigrés, que les principaux animateurs du tissu associatif sont plutôt marxistes ou sociaux-démocrates. Ces détails sont importants, car toute action digne de ce nom ne peut être comprise dans une

politique à long terme. Nous avons souvent mis en évidence le rôle joué par SOS-Racisme, garant de la conscience antiraciste française. Il faut comprendre que les associations sont garantes de la liberté en France.

Autour de la citoyenneté

Tout le travail autour de la citoyenneté, porté par des militants associatifs, doit être replacé aujourd'hui dans un contexte réformiste (plus grande participation des immigrés aux systèmes d'exploitations, etc.) ou au moins dans un contexte d'évolution marxiste.

Cette perception relativement négative ne doit pas cacher par le fait que nous pouvons aujourd'hui, en dehors des inégalités actuelles qui doivent être combattues, résister les contradictions et les orientations actuelles qui traversent les populations issues de l'immigration en dehors des origines ethniques.

Il ne s'agit pas pour nous aujourd'hui de mettre l'accent sur les problèmes de l'immigration, de dire qu'elle est un facteur de développement de l'extrême droite. Nous devons au contraire affirmer que dans toute société, nous reconnaissons à l'individu, d'où qu'il vienne et quelle que soit son histoire personnelle, de participer à son fonctionnement. Nous devons nous battre pour l'égalité des droits tout en continuant à dire haut et fort : « Le vote piège à cons, immigrés ou non... ».

IMBRA

RMG

Et la vie !

QUE le revenu minimum d'insertion (RMI) soit fixé à 2 000 F (1) ou soit égal au SMIC, ça compte pour le confort matériel bien évidemment ; se faire nourrir et loger chez les autres, plus ou moins par pitié, ça ne vaut pas un bon petit « chez soi » que le SMIC permet au moins d'assurer.

Mais, il n'y a pas que ça dans la vie ! Ça fait déjà longtemps qu'il existe, le RMG : les retraités me l'ont dit. Et tant que la retraite était considérée par tous comme un « repos bien mérité », les vieux en profitaient comme ils pouvaient avant de mourir tranquillement. Mais la vision de la retraite a évolué pour devenir une mise à l'écart : « place aux jeunes, vous ne servez plus à rien ». Avec un statut social dégradé, beaucoup de retraités perdent goût à la vie et se laissent mourir de désespoir (2). Il y en a même qui décèdent subitement alors qu'ils se portaient bien quelques mois auparavant, lorsqu'ils étaient encore en « activité ».

A croire que de garder les enfants de temps en temps, de venir aider à bricoler ou jardiner, à préparer des gueuletons, ça motive les vieux à rester en vie parce qu'en retour on les considère utiles (à la société). Au Japon, il paraît que la découverte

de cette fin de siècle, c'est que les enfants aiment voir les anciens quelques journées par-ci par-là. Comme, apparemment, ils n'y avaient pas pensé plus tôt, certains adultes étaient chargés de « s'occuper » des vieux, et d'autres des enfants, pendant que d'autres encore assuraient la subsistance de tous.

En France, c'est encore mieux : une « armée » de travailleurs sociaux sera sommée d'encadrer tous les assistés pour qu'ils puissent utiliser correctement leur revenu minimum (garanti sans contrepartie sociale digne de ce nom, mais garanti avec un sous-statut social à la clé), et surtout pour leur éviter une émancipation sociale.

On ne vit pas que de pain...

J. C. (Rennes)

(1) Revenu minimum alloué par le gouvernement aux « plus démunis ».

(2) Cependant, une partie des retraités conserve un statut social décent, grâce à une pratique associative assidue, par exemple.

Un service régulier
et pratique
l'abonnement

HUMEUR

A propos de paroxysme

Je sais bien qu'il faut gueuler bien fort pour être entendu. Il faut rechercher le scandale pour faire recette. Pratiquer l'insulte pour que la foule se demande : « Qu'est-ce qu'il dit celui-là ? ». D'aucuns ont fait dans ces choses, par exemple les surréalistes. Il y a eu de bons moments chez eux et de foutus quarts d'heure... et quelles conneries ont-ils pu faire quand ils étaient mêlés à la droite après leur sortie du parti communiste !

L'anniversaire de Mai 68 a été commenté ; pas mal de conneries ont été dites. La récupération a battu son plein et, une fois de plus, le paroxysme n'a pas été dénoncé. Ainsi, lors de l'occupation de l'Odéon, on vit arriver Julian Beck et son Living Theater, troupe très sympathique par ailleurs, mais il y avait un truc : le paroxysme. Julian Beck s'adressa à la foule dans le théâtre et déclara : « Tout le monde doit faire l'amour avec tout le monde ». Ce qui fut fait ! La jeunesse révoltée n'était pas sourde et accepta d'emblée la proposition. Ce fut un immense caravansérail, et on en vit dans le quartier Latin courir quasiment après les autobus la bite à la main !

Cependant, il y avait un hic. La troupe du Living Theater ne se lavait jamais, ils avaient la gale et la repassèrent à toute cette faune. Beaucoup allèrent en traitement à Saint-Louis ; c'était l'envers du décor de l'Odéon ! L'amour libre, cette bonne chose agréable et tout et tout, que de fois je l'ai vu transformée en chienne ! D'accord avec Julian Beck il devait y avoir égalité, pas de laissés-pour-compte comme on voit trop souvent.

Avant, Emile Armand était d'avis de mettre les femmes en « coopérative » ! Bien sûr l'amour libre ça vient de chez nous, mais il y a eu de ces exagérations... Julian Beck, brave homme au demeurant, était pris par le truc : le paroxysme. D'ailleurs ceux de 68 repartirent la queue entre les jambes vers le monde bourgeois et le pire... vers les partis. Ils jetaient leur gourme comme on a dit de tout temps. Tout cela laisse un goût amer. « Merde où sont-ils donc passés ? ». « Au Club Méditerranée », répond l'autre.

Le paroxysme, je me demande bien si on s'en débarrassera un jour. D'aucuns sont plus FLNKS que le FLNKS, ils ont l'air fins aujourd'hui. Nous en sommes arrivés au projet Rocard, c'est peut-être ce qui pouvait arriver de moins mauvais aux Canaques. Sans cela, c'était le massacre ! Ça les aurait pas gênés nos « paroxystes ». Ils sont toujours optimistes avec la peau des autres, bien entendu ! De même avec la Corse, le petit Rocard aurait un projet de derrière les fagots ! Et les autres de s'exclamer : « Libération nationale » ! Vous parlez d'un tintamarre.

Toutes ces choses n'arrangeront pas le problème social. Les classes resteront bien en place. L'économie de marché continuera. La monnaie passera toujours par Londres, New-York et Tokio. Plus ça changera, plus ça sera la même chose !

Autre paroxysme : la société libertaire supprimera-t-elle les prisons ? Bien, et alors ? Notre monde d'aujourd'hui fabrique des asociaux, parfaitement irrécupérables. La future société libertaire sera héritière de tout cela. Il n'est pas sûr que pour un certain temps l'anarchie supprimera toutes les formes d'internement. Il ne faut pas évacuer les problèmes. Un exemple : l'adjudant Pierre Chanal soupçonné d'être un violeur sadique et meurtrier. Il faut une réponse à cela. La révolution ne résoudra pas tous les problèmes d'un coup de baguette magique !

Il faut déclarer la guerre au paroxysme. Le peuple demande des solutions concrètes aux problèmes de la société. L'anarchisme n'est pas fait que d'agitation et n'est pas un extrémisme ; il est quelque chose d'autre. Le paroxysme mène aux pires des déviations.

Paulo CHENARD

EUROPE

1993 ? Capital...

TOUTE l'intelligentsia française s'accorde aujourd'hui à présenter l'Europe de 1993 comme le bouleversement majeur de notre siècle. Et elle a bien raison ! Mais je ne serais d'accord que sur ce point-là avec les lèche-bottes de notre bourgeoisie marchande. Car enfin, entre les médias « chébrans » qui nous abreuvant d'analyses futuristes sur le sujet, et la langue de bois de nos politiciens consensuels, quelle analyse les libertaires peuvent-ils apporter ?

L'Europe des capitaux

C'est en juin dernier, à Bruxelles, que les Douze ont jeté les premières bases de ce que sera « l'Europe des capitaux ». Que de facilités en vue dans « l'espace financier sans frontières » !

Les entreprises auront, par suite de l'élimination du contrôle des changes, toute latitude pour gérer au mieux leurs budgets. Elles pourront ouvrir un compte dans un pays où la fiscalité est des plus juteuses ; elles pourront spéculer librement sur les devises étrangères, elles pourront trouver des prêts à des taux plus intéressants dans le pays de leur choix, etc. Il faut aussi savoir que la France devra réduire l'imposition fiscale concernant le secteur bancaire français : compétitivité oblige, messieurs ! Tout ceci ne va pas sans poser des problèmes à l'Etat français, bien sûr... Exemple significatif, la TVA (16,3% contre 13,5% en moyenne dans la CEE) devra être abaissée. C'est une perte annuelle chiffrée à 70 milliards de francs qui est avancée par nos économistes distingués. Et de quoi parle-t-on déjà pour récupérer ces sommes colossales ? Mais oui, mais c'est bien sûr ! d'augmenter l'impôt sur le revenu. Gageons au passage que les gros revenus, par peur « d'entrave à la liberté d'entreprendre », ne seront pas trop touchés par les seules augmentations fiscales prévues pour 1993.

Rassurons-nous, les particuliers auront aussi la possibilité d'ouvrir des comptes courants à l'étranger et de spéculer sur les devises. Je n'ai pas de chances, mes moyens ne me permettent pas ce genre d'opérations. Et vous ?

Et après ?

Mais on parle aussi beaucoup de la libre circulation des individus. Les douaniers, à ce qu'il paraît, seront absents des frontières. Et le passage d'un pays à un autre ne sera même plus une formalité. L'Europe sans barrières : un vieux rêve, hein, Bakounine ?



Stop ! A qui veut-on faire croire que les Etats renoncent à leurs frontières ? C'est par ses limites géopolitiques que l'on juge la puissance d'un Etat. Et qu'il est reconnu comme seul interlocuteur, au-dessus de tout et de tous. A quoi bon une armée, s'il n'y a plus de frontières à garder ? A quoi bon une police s'il n'y a pas « d'ennemi intérieur » à surveiller, « d'atteintes à la sûreté de l'Etat » à déjouer ? Or, va-t-on supprimer armées et polices en 1993 ? Sûrement pas ! « L'armée est le dernier rempart de l'Etat », souvenons-nous en bien. Et éloignons vivement le mirage d'une abolition des frontières qui n'aura pas lieu, en réalité, si ce n'est sur le papier. Non, l'Europe qui nous attend, si nous n'y prenons pas garde, est celle qui a toujours été : celle du capital et des Etats. A preuve, l'Europe des polices qui s'est créée dans le but d'anéantir l'« euroterrorisme », et qui frappe encore les militants révolutionnaires de France et d'ailleurs. Que l'on pense aux chantiers navals que l'on liquide au nord de l'Europe (ainsi qu'en France) au profit des pays à monnaie très faible. Que l'on observe les réactions des compagnies aériennes désirant abaisser les effectifs de pilotes des A 320 afin de rester compétitives, à l'horizon de 1993. Que l'on se souvienne des viti-culteurs du Midi, inquiets à juste titre de leur avenir européen. On continue les exemples ?

Tous ces signes annonciateurs d'un avenir sombre doivent nous faire réfléchir et réagir. Vite.

Et la lutte, bordel !

Mais y a-t-il une alternative à un refus de l'Europe de 1993, confinés que nous sommes entre le « *Produisons français* » du PCF et le « *Restons Français* » du Front national ? Est-ce par nationalisme (économique et idéologique) que notre refus du « grand chambardement » doit s'expliquer et être compris ? Bien sûr que non.

Là aussi, nous devons faire preuve de ténacité et de courage. A la France du consensus, nous devons opposer la France des luttes. En rejetant l'Europe des capitaux, nous devons construire l'Europe des travailleurs. Et pour éviter la parcellisation des combats ouvriers (et culturels : quel avenir pour les cultures locales dans 5 ans ?), seule une internationalisation accrue des soutiens entre travailleurs peut nous tirer d'affaire, et limiter la casse. La participation des libertaires au soutien des mineurs britanniques ou des travailleurs de la CNT de Puerto Real sont des faits concrets. A nous de systématiser ces actions de solidarité dont nous aurons besoin nous aussi, demain. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Qu'on se le dise !

DANIEL
(Liaison de Nîmes)



Les parrains.

MER DU NORD

Pollution : rien ne va plus

Si les déchets ménagers et industriels peuvent être l'objet de trafics « politico-économiques », il existe aussi des pratiques beaucoup plus simples et « radicales » de s'en débarrasser. Elles consistent à incinérer les déchets en pleine mer, à les immerger dans des fûts ou à les rejeter sans aucune précaution particulière. Ces pratiques sont les plus fréquentes. Peut-être ont-elles un rapport avec les phénomènes que nous allons aborder maintenant : les « marées d'algues ». C'est un sujet d'actualité après la « catastrophe écologique » qui a eu lieu récemment, le long des côtes méridionales des pays scandinaves...

Le 9 mai dernier, un aquaculteur de Gullmar Fjord, à 100 km au nord de Göteborg, remarquait que les truites se comportaient anormalement. Les scientifiques prévenus ne trouvaient aucune anomalie. L'eau était bien oxygénée. Mais, le 11 mai, des poissons commençaient à mourir, par ordre décroissant de taille : les plus gros en premier. Le 13 mai, dans une autre ferme marine située à une centaine de kilomètres au nord de Gullmar Fjord, 80 tonnes de saumons et de truites mouraient. Le 14 mai, la mortalité atteignait les côtes norvégiennes. Des analyses de l'eau révélèrent alors l'abondance d'une algue unicellulaire. On en estimait la concentration entre 5 et 10 millions d'organismes par litre.

Une espèce parmi d'autres

Le 17 mai, le micro-organisme était reconnu comme appartenant à l'espèce *chrysochromulina poly-*

lepis. Il se présente sous une forme ovoïde, prolongée par deux flagelles mobiles qui serviraient à ses déplacements dans l'eau, et d'un appendice plus épais et rigide qui aurait un rôle tactile. Sa pigmentation lui donne une couleur jaune-orangée. Sa plus grande dimension connue avoisine les 10 micromètres. Il n'est reconnaissable qu'au microscope électronique, par les écaillés de 2 à 3 dixièmes de micromètres qui recouvrent son corps cellulaire.

Cette algue avait été découverte en 1962 dans la baie de Plymouth en Angleterre, par deux biologistes. L'algue était alors en petit nombre. Aujourd'hui, on ne connaît encore pratiquement rien sur sa localisation, sa capacité à se nourrir, à se reproduire. En France, deux ou trois spécialistes, seulement, seraient capables de l'identifier avec certitude.

Les effets de la marée d'algue

Durant les semaines qui suivent le 17 mai, la prolifération de l'algue continue à s'accroître. Elle s'étendra le long des côtes norvégiennes, vers l'ouest et le nord. On l'observera également au sud, jusqu'à l'entrée de la Baltique. Les concentrations d'organismes seront variables ; les plus fortes seront estimées à 80 millions d'organismes par litre d'eau. Elles flotteront entre 4 et 6 mètres de profondeur près des côtes, entre 8 et 15 mètres plus au large.

Ayant remarqué que les élevages situés en eau dessalée étaient épargnés, les aquaculteurs déplacèrent les poissons vers le fond des fjords, là où la salinité est la plus faible. Ils auraient ainsi limité

les pertes. Pour la Norvège, elles sont estimées à 500 tonnes, soit 0,6% de sa production annuelle.

Pour l'environnement naturel, en revanche, les dégâts pourraient être considérables. Tous les organismes vivants, à des degrés divers, ont été affectés. Certaines espèces auraient disparu. D'autres ne se nourrissent et (ou) ne se reproduisent pratiquement plus. Il faudra sans doute beaucoup de

Les rejets de phosphates ont plusieurs sources (2). L'agriculture et l'industrie en produiraient environ 25%. Les rejets agricoles viennent (comme pour les nitrates) des engrais. Les effluents d'élevages, par les déjections animales, en produisent aussi une quantité non négligeable. Les rejets industriels concernent les abattoirs, les fromageries, certaines industries chimiques. Les déjections humaines et les lessives produiraient ensemble 50% des rejets de phos-

mes de refroidissement de la centrale nucléaire de Gravelines.

« Hécatombe » chez les phoques

Parallèlement à la marée d'algues du mois de mai, le long des côtes scandinaves, plus de 400 phoques sont venus mourir, du début de l'été à la mi-juillet, sur les côtes danoises et ouest-allemandes. Au mois d'août, l'épi-



la marée verte.

temps avant qu'un nouvel équilibre puisse s'établir, si tant est que cela soit possible !

Pour expliquer les effets de la marée d'algues, plusieurs hypothèses sont formulées. De par sa densité, l'algue aurait asphyxié les couches d'eau de surface, faisant barrage aux échanges d'air et à la lumière solaire. La concentration d'organismes aurait entraîné une trop forte consommation d'oxygène, qui n'aurait pu être compensée par l'action de la photosynthèse.

Quant les algues meurent (leur durée de vie est de 1 à 3 jours), elles tombent vers le fond de la mer où elle servent de nourriture à des bactéries. Dans le cas présent, les bactéries auraient été surchargées de « travail » et auraient consommé énormément plus d'oxygène qu'elles ne le font en temps normal. La faune et la flore marine seraient mortes par anoxie, par suffocation.

Après avoir effectué quelques expériences, des biologistes ont proposé également l'hypothèse que l'algue aurait pu émettre une toxine...

Un phénomène accidentel ?

Tous les spécialistes qui ont étudié la marée d'algues seraient unanimes pour dénoncer une coïncidence de faits naturels favorables. Le dernier hiver a été relativement doux en Europe du Nord. La Baltique, par exemple, n'a été que partiellement prise par les glaces. Le réchauffement saisonnier des eaux a été plus élevé que d'habitude. Une absence de vents a stabilisé les eaux côtières. Ces faits sont-ils suffisants ?

Des biologistes dénoncent aussi les déchets rejetés par l'homme, notamment les nitrates et les phosphates.

Les nitrates sont d'origine essentiellement agricole. On les trouve dans les engrais. Les agriculteurs en utilisent de plus en plus afin d'augmenter les récoltes. Les apports sont tellement importants que les cultures n'en absorbent qu'une partie. Avec les eaux de pluie et d'irrigation, les nitrates restants s'infiltrent dans les sols, et atteignent les nappes phréatiques (1), ou sont entraînés vers les cours d'eau. Ainsi, en France, la quantité d'engrais non assimilés, varierait de 40 à 50%.

phates (un tiers pour les déjections, deux tiers pour les lessives)...

Les phosphates et les nitrates, comme de nombreux autres produits, arrivent à la mer par les fleuves et les rivières qui traversent des régions industrielles et d'agriculture intensive. C'est particulièrement le cas pour la mer du Nord. Selon un rapport d'experts de 1987, 90% des résidus trouvés en mer du Nord proviennent des cours d'eau. Chaque année, elle recevrait 1,2 million de tonnes de plomb, 5 000 tonnes de cuivre, de cadmium et de mercure (3).

Des précédents

Des proliférations d'algues ont déjà eu lieu dans le passé. En ce qui concerne les rivières, les lacs, etc., c'est un phénomène très fréquent. Pour les mers et océans, des marées d'algues avaient déjà été remarquées.

En 1978, entre Honfleur et Arromanches, sur la côte normande, une algue de l'espèce des dinophycées formait une marée rouge. Il y a trois ans, un phénomène semblable se produisant en Bretagne du Sud aurait entraîné 5 000 cas de gastro-entérites. En août 1987, une marée rouge se déclara sur les côtes de Floride. Deux mois après, elle envahissait la Caroline du Nord, tuant une partie de la faune marine locale. On aurait observé à cette occasion des troubles gastro-intestinaux, respiratoires et même neurologiques, chez 41 riverains qui auraient respiré des embruns contenant une toxine volatile sécrétée par l'algue. La même année, à Champérico, au Guatemala, une algue fixée sur des mollusques aurait provoqué la mort de 26 personnes qui avaient ingéré les coquillages. De la même façon, une prolifération d'algues de l'espèce des diatomées, dans l'estuaire du Saint-Laurent, au Canada, aurait provoqué la mort de 3 personnes et 300 intoxications alimentaires.

D'autres marées d'algues ont été signalées, au large de New-York, en Tasmanie, à Taïwan, en Corée, au Venezuela... Une algue qui prolifère tous les ans sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais se serait « fait remarquer » en colmatant les filtres rotatifs des systè-

démie se poursuivait et s'étendait aux côtes néerlandaises et du Norfolk (Angleterre). A l'heure actuelle, elle se poursuivait.

Aucune relation entre cette épidémie, la marée d'algues et les pollutions n'a été établie avec certitude. Au mois de juillet, des chercheurs pensaient que les phoques étaient victimes d'une inflammation pulmonaire causée par un virus semblable à celui de l'herpès. Mais au mois d'août, les symptômes relevés sur les animaux du Norfolk semblaient différents. Le 29 août, un porte-parole d'un institut néerlandais annonçait que le virus de la maladie de Carré était à l'origine de la mort de 9 000 phoques, au cours des quatre derniers mois, en mer du Nord et en Baltique. Cette maladie aurait été attrapée par les phoques, sur les rivages du Danemark, au contact des chiens sauvages. La pollution marine pourrait avoir favorisé l'extension de la maladie, en affaiblissant les défenses immunitaires des phoques.

Contestations en RFA

Suite à cette accumulation de « catastrophes » en mer du Nord, des manifestations se sont déroulées en Allemagne, le 24 juillet, contre « l'agonie de la mer ». Pendant que 40 000 personnes formaient une chaîne de 40 km, sur le front de mer de l'île de Sylt, des manifestations avaient lieu à Bonn. Les élus du littoral réclamaient des mesures afin de réduire, dès l'an prochain, les écoulements radioactifs ; interdire le versement de déchets d'acides et l'incinération en haute mer.

Nous connaissons l'efficacité des réglementations ! Et que faire des déchets que nous produisons régulièrement ?

C. D.
(liaison d'Evreux)

(1) Voir le dossier publié dans La Recherche n° 169 sur la pollution par les nitrates. Bien que cette étude date de 1985, elle est plus que jamais d'actualité ! A ma connaissance, aucune action n'a encore été engagée pour réduire cette pollution.

(2) Un article est paru sur ce sujet dans Science et Vie n° 852, septembre 1988.

(3) Idem : « La pollution par les métaux ».

NOTE DE LECTURE

« Les Cahiers du doute »

Le numéro 2 de la revue *Les Cahiers du doute*, paru en avril, est essentiellement consacré au rapport entre écologie et politique. Les auteurs s'adressent d'une part à « ceux pour qui la recherche d'un autre type de société est toujours (et peut-être plus que jamais) d'actualité » pour les inviter à prendre en compte les problèmes écologiques, « masqués par le capital et qu'une société sans classe devra poser ». Plusieurs articles de réflexion sur les mouvements écologistes cherchent d'autre part à amener les acteurs de ces mouvements à réfléchir sur les choix politiques, souvent obscurs et contradictoires, qui sous-tendent leur action.

C'est ainsi que nous trouvons, dans ce dossier de 66 pages, un long texte de réflexion sur les rapports entre mode de production, et plus spécifiquement production capitaliste, et environnement ; une analyse de l'évolution historique des mouvements écologistes en France et en Allemagne ; et pour rester en Allemagne, une longue interview d'une jeune femme actuellement membre de la direction nationale des Verts après avoir participé activement au SDS de l'après-68, puis aux mouvements féministe et pacifiste. Un regard de l'intérieur (à lire donc avec l'indispensable recul critique), naviguant entre optimisme et pessimisme, qui témoigne assez bien des contradictions qui traversent le mouvement des Verts et ses différents courants. On y trouve des réflexions pertinentes sur la société allemande, les fondements éthiques des Grünen, la question du pouvoir au sein du parti, enfin la survie d'une sensibilité anti-autoritaire au

sein des Verts qui explique les résistances toujours renouvelées à la bureaucratisation du parti. Cette interview est précédée d'un petit texte très clair qui replace la naissance des Grünen dans le cadre historique des mouvements de l'extrême gauche allemande de l'après-68.

Si nous devons toutefois exprimer un regret, ce sera pour signaler l'absence de réflexion approfondie sur la spécificité du nucléaire français, pivot de la politique industrielle de l'après-guerre dans notre pays.

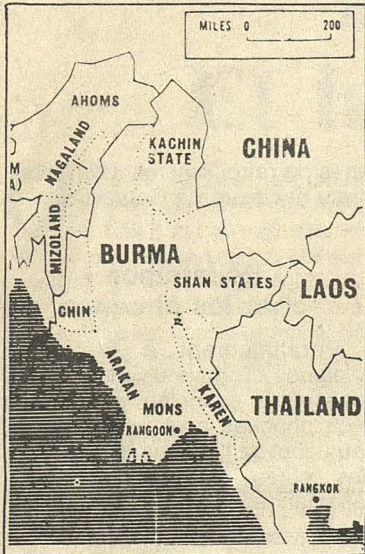
Signalons enfin que l'on trouve pour finir un article de réflexion sur le mouvement des cobas italien qui, s'il peut paraître hors propos dans ce numéro, reprend en revanche le fil de la réflexion sur la « démocratie directe » du n° 1, consacré aux mouvements de l'hiver 1986-1987.

L'ensemble de ces articles forme un tout assez dense (signalons au passage une amélioration du graphisme), qui exige une attention soutenue dans la lecture. Un pari de rigueur à une époque où la superficialité de type journalistique nous inonde et contamine jusqu'à la presse militante, y compris libertaire.

Mais rassurons-nous, le collectif partisan du doute est aussi un farouche défenseur du droit à la paresse : un numéro par an, c'est pas envahissant ; raison de plus pour prendre le temps de l'apprécier.

C. S.

Adresse postale : Thirion, BP 117, 75966 Paris cedex 20. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 25 F.



LA Birmanie est en révolution. La population toute entière s'est mise en tête de chasser le Burma Socialist Program Party (BSPP). Voici une chronologie sommaire du mouvement de protestation qui agite le pays depuis plusieurs mois.

• Septembre 1987.

Le gouvernement décide d'invalider les billets de 75, 35 et 25 kyats (monnaie nationale) sans contrepartie ni indemnité. Près de 80% de la monnaie en circulation est rendue nulle du jour au lendemain, le 6 du mois. La stoïcité légendaire des Birmans a toutefois des limites : l'explosion de colère se traduit par les plus grandes manifestations jamais vues dans le pays depuis 13 ans.

• Mars 1988.

Suite aux provocations du parti, qui cherche à criminaliser le mouvement étudiant, des émeutes éclatent à Rangoon. La répression est brutale et le processus s'emballa. Tout ce qui symbolise l'autorité gouvernementale est pris pour cible : voitures et immeubles officiels sont attaqués, lapidés, incendiés. Une centaine d'étudiants sont abattus par les « forces de sécurité ».

• Juin 1988.

Des protestations antigouvernementales éclatent à Rangoon et à Mandalay. La démonétisation est déjà oubliée. Les manifestants veulent à présent le départ pur et simple de Ne Win, la fin du régime de parti unique, la liberté d'expression et d'organisation : ce qu'ils appellent « la vraie démocratie ». Le gouvernement décide la fermeture de tous les instituts d'enseignement supérieur pour au moins 6 mois. L'armée patrouille dans la capitale et occupe même l'Institut de technologie. Des affiches apparaissent dénonçant le « gouvernement nazi birman » au pouvoir depuis 26 ans sous la conduite de Ne Win (voir document ci-contre).

• Juillet 1988.

Le 16 juillet, les autorités reconnaissent la mort par suffocation de 41 étudiants de Rangoon, emprisonnés lors des événements de mars. Le Premier ministre, Maung Maung Kha, démissionne et le chef de la police de Rangoon est limogé.



Manifestation de moines bouddhistes et d'étudiants.

BIRMANIE

Chronologie des événements

Le 23 juillet, Ne Win convoque un congrès extraordinaire du parti (celui-ci ne fera plus que se réunir « extraordinairement » dans les jours qui suivent). Le vieux dictateur reconnaît sa « responsabilité indirecte » dans les massacres et décide de se retirer, en apparence du moins. Ce qui ne l'empêche pourtant pas de menacer : « Les troupes ne tireront pas en l'air pour faire peur, elles tireront pour tuer ». En cinq mois la répression a déjà fait près de 200 morts. A bon entendeur, salut !

Le 26 juillet, Sein Lwin, partisan de la ligne dure au sein de la vieille coterie militaire au pouvoir depuis 1962, est nommé secrétaire du parti et chef d'Etat. Des protestations éclatent immédiatement dans tout le pays. Les Birmans lui reprochent d'être l'un des principaux artisans de la répression.

Les 29 et 30 juillet, vague d'arrestations. Aung Gyi, figure de la dissidence birmane, est arrêté avec de nombreuses autres personnes, dont le correspondant local de l'agence « The Associated Press ».

• Août 1988.

La loi martiale est décrétée le 3 août, à Rangoon et Prome, après que des milliers de manifestants masqués aient défilé dans les rues contre Sein Lwin.

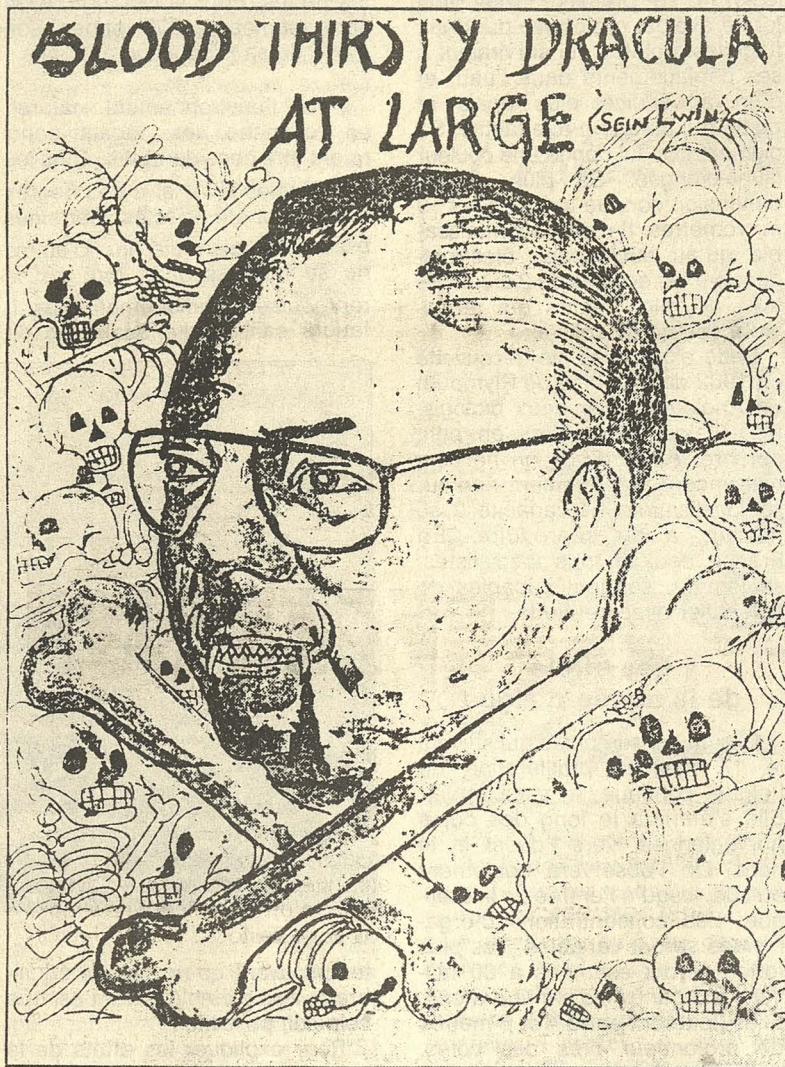
Le 7 août, la radio d'Etat indique que 5 personnes ont été tuées pendant le week-end.

Le 8 août, des dizaines de milliers de manifestants répondent à l'appel des étudiants. C'est la grève générale. Radio-Rangoon annonce 8 morts. L'armée avait prévenu : « Vous avez eu une journée de liberté pour protester, maintenant vous devez arrêter sinon nous tirons ».

Les 9 et 10 août, la protestation tourne à l'insurrection après que l'armée ait fait usage d'armes automatiques contre des manifestants non armés. Mille cinq cents personnes sont arrêtées. Alors que le bilan des autorités fait état de 94 tués, celui des observateurs étrangers et des diplomates en poste approche plutôt « plusieurs centaines ». Le commandant militaire, Sau Maung, s'adressant par la radio officielle au peuple birman, le met en garde contre « l'anarchie ».

Le 12 août, un des leaders des douze guérillas régionales et ethniques, qui combattent le pouvoir central de Rangoon, appelle à une offensive générale. Le même jour, après seulement 18 journées d'exercice du pouvoir, Sein Lwin démissionne de son poste de secrétaire-président.

Le 16 août, le Conseil des juristes de Rangoon élève une protestation sans précédent contre les brutalités gouvernementales, enregistrées lors des troubles récents.



Affiche représentant Sein Lwin collée sur les murs de Rangoon.

Le 19 août, Maung Maung, 63 ans, juge de son état et proche de Ne Win, est désigné pour gouverner la Birmanie. En choisissant un civil comme président, le parti espère enrayer la contestation. Maung Maung, prêchant l'unité nationale, désigne une commission qui aura pour tâche d'apprécier les griefs et les aspirations de la population.

Le 24 août, 300 000 personnes envahissent Rangoon et fêtent la levée de la loi martiale. Maung Maung a beau être civil et proposer l'organisation prochaine d'un référendum sur la fin du système de parti unique, les manifestations continuent.

Le 25 août, l'armée retire de force 600 millions de kyats (600 millions de francs au change officiel) à la Banque nationale du commerce. Elle constitue des stocks. Les 26, 27 et 28 août, un massacre est perpétré à la prison Insein de Rangoon. Vendredi 26, une mutinerie éclate avec la complicité, semble-t-il, d'un ou plusieurs gardiens. Dans des circonstances peu claires, des prisonniers s'enfuient de leurs cellules et un incendie se déclare immédiatement dans un des bâtiments, avant de gagner les cinq zones de la prison. Les forces de sécurité, armées de mitrailleuses, tirant sans cesse, y compris à la lumière de projecteurs électriques, tuent plus d'un millier de détenus. Des négociations avec des représentants étudiants et religieux venus parlementer permettent de calmer un peu la situation. Des propositions sont faites pour libérer la plus grande partie des détenus, sauf les 60 condamnés à mort. Il reste environ 3 000 détenus derrière les barreaux à l'heure qu'il est.

Le 30 août, des rumeurs de plus en plus précises de « coup d'Etat » circulent à Rangoon. Certains militaires associent en effet leur salut à celui du BSPP. D'autres restent dans l'expectative tant la confusion règne. A noter que dans de nombreux endroits, et notamment à Rangoon, la population organisée par quartier assure désormais elle-même la « sécurité ». Moines, étudiants, mais aussi des femmes, traditionnellement en retrait, organisent des rondes la nuit. La police

déserte en effet, par peur, de nombreux quartiers. L'armement de ces milices est constitué de sabres d'abattage, de couteaux, de rayons de bicyclette affûtés et de bambous acérés.

Le 31 août, de nombreux membres de l'administration gouvernementale s'affichent à présent dans les manifestations de rue, dont la tête est toujours composée de moines radicaux et d'étudiants. Ces derniers viennent d'annoncer la création d'un syndicat indépendant d'étudiants, tout comme des travailleurs des ports qui viennent de constituer des syndicats. Depuis 1962, toute organisation ou syndicat étaient interdits, sauf le BSPP...

• Septembre 1988.

Le 5 septembre, les manifestants lancent un ultimatum au gouvernement et demandent sa démission avant le mercredi 5 septembre.

Le 6 septembre, le personnel administratif du BSPP décide de boycotter le congrès extraordinaire qui doit avoir lieu le 12 septembre et doit proposer un référendum sur l'avenir politique.

Le 8 septembre, 700 000 manifestants défilent à Rangoon, 500 000 à Mandalay, 100 000 à Moulmein : des ouvriers, des étudiants, des bonzes, des employés de bureau, mais aussi des soldats et des policiers.

Le 9 septembre, l'ancien Premier ministre U Nu annonce la formation d'un gouvernement provisoire, dont les membres appartiennent tous à la Ligue pour la paix et la démocratie (dont un ancien chef des services secrets de Ne Win). Le gouvernement provisoire annonce la tenue d'élections générales le 9 octobre. L'affrontement semble inévitable. L'armée reste partagée.

Le 10 septembre, le comité central du BSPP décide et annonce des élections générales sans référendum préalable. Le président Maung Maung déclare qu'il ne se présentera pas. Une course de vitesse semble donc engagée. L'attitude de l'armée sera déterminante. Notons que celle-ci tue régulièrement des « pillards », en fait des affamés à la recherche de riz que l'armée accapare pour une part notable.

Un danger : le silence

TOUT le monde, ou presque, avait oublié l'existence de cette ancienne colonie britannique devenue indépendante le 4 janvier 1948.

Le régime isolationniste, national-socialiste que Ne Win avait instauré en 1962, mettant fin à une courte expérience de démocratie parlementaire, n'y est sans doute pas pour rien...

La Birmanie, peuplée de 40 millions d'habitants, était devenue à la fois le plus pittoresque et le plus effacé des pays du Sud-Est asiatique. Et pour cause.

La léthargie

La léthargie politique, assurée par la présence d'une armée omniprésente et directement liée au Burma Socialist Program Party (BSPP), impliquait aussi une léthargie économique. Cette stagnation économique est aussi peu propice à l'émergence sur le plan international d'un pays aux ressources pourtant abondantes, qu'à une amélioration notable des conditions de vie de la population birmane.

Le contrôle de l'économie par l'Etat se double du contrôle total de la vie publique par le parti et l'armée. Fermé au monde extérieur, le pouvoir avait aussi bouclé le pays du dedans : toute association ou organisation sociale ou politique autre que celles officielles étaient interdites ; le monopole de l'Etat sur la presse était incontournable.

Si la poussée de fièvre birmane a pour origine une mesure économique pour le moins maladroite (la démonétisation, considérée par la population comme un vol d'Etat, un racket institutionnel), les revendications politiques n'ont pas tardé à apparaître. En fait, dès que l'Etat a fait usage de la force.

C'est la société entière que les étudiants en tout premier lieu veulent changer. Au premier plan de leur revendication : la fin du régime de parti unique et la restauration de tous les droits élémentaires d'expression et d'organisation. Ils ont été suivis en cela par une bonne partie des étudiants bouddhistes et des moines, bien que le bouddhisme soit loin d'être réprimé en Birmanie et qu'il y soit même reconnu comme religion officielle.

Le silence

De nombreux observateurs occidentaux ont voulu interpréter les événements de Birmanie comme la volonté du peuple d'ouvrir le pays au monde occidental et à la libre entreprise. C'est à la fois vrai et faux. Tout simplement parce que si l'ouverture au monde fait bien partie des aspirations des Birmans, une bonne proportion des manifestants, notamment les étudiants, se réfère à une conception « socialiste » de la société et à des propositions qui vont, il est vrai, du capitalisme classique à un coopératisme social non inféodé à l'Etat. Ce qui nous choque beaucoup moins.

D'autres signes ne trompent pas, comme la constitution de syndicats (officiellement interdits) qui auront pour tâche d'organiser la défense indépendante des intérêts des travailleurs.

S'il est trop tôt pour tirer les leçons de la Révolution birmane, d'autant qu'elle se manifeste plus en réaction que préparée par un dessein social et politique clair, il est urgent de se faire l'écho des événements pour que le pire ennemi des révolutions — le silence — ne vienne pas prêter main-forte à la répression militaire.

POLOGNE

Une croix sur Solidarnosc

QUEL est le diamètre de la table ronde que préparent les autorités d'une « Pologne au bord du gouffre » ? Ce difficile problème est longuement médité par Pawel (1), au fond de sa cellule, et ses amis, jeunes ouvriers de Gdansk ou Cracovie, que leurs récentes « occupations » ont conduit par force à l'atmosphère épanouissante des casernes...

Rassurés par la cessation « assistée » des grèves, plusieurs thuriféraires du régime encore en place refusent toute reconnaissance de Solidarnosc. Surpris par un tel machiavélisme — certes « étonnant » de la part de ces parangons de vertu et de franchise que sont Jaruzelski, Urban et consorts — le

Nobel Lech Walesa met tout son prestige dans la balance, menaçant de démissionner, laissant ainsi le pouvoir face aux réactions

tidennement avec Jozef Czyrek, sémioticien intellectuel chargé de l'idéologie au Politburo. Pas besoin de les envoyer à confesse



« incontrôlées » de ces sacrés ouvriers polonais ! Décidément, d'un côté comme de l'autre de la Vistule, les « négociations à froid » sont un drôle de leurre...

Les corbeaux autour du fromage

Beaucoup se dévouent pour éviter l'« irréparable », un vaste raz-de-marée qui emporterait le « vieux monde », Etat, parti, armée, Eglise engloutis pêle-mêle ! Admirez par exemple le dévouement dévot de ces clubmen du KIK (2) qui, tels les corbeaux autour d'un fromage, tournant depuis belle lurette autour de Solidarnosc ; leur vénérable président, Andrej Stelnachowski, s'entretient fiévreusement et quo-

pour savoir que leurs messes basses ne sont pas consacrées au sexe des anges polonais ; leurs prières psalmodient « paix sociale », « consensus national », etc., litanies destinées à l'avènement d'un syndicat new-look, édulcoré de toute velléité révolutionnaire, qu'ils appellent de leurs vœux ; il aurait la noble tâche de convaincre les travailleurs de se serrer un peu plus la ceinture à seule fin d'engraisser les banquiers occidentaux, destinataires de l'énorme dette polonaise.

L'Eglise, avec son bon cœur habituel, devra-t-elle, pour retrouver les chemins caillouteux menant aux mystérieuses voies du Seigneur, renouer avec ses catholiques méthodes de 1981 ? A cette dangereuse époque, ses menaces

voilées de création d'un autre syndicat, chrétien-démocrate bon teint, visaient à contraindre Solidarnosc à plus de modération ! Sans vouloir décourager d'aussi saints desseins, rappelons que si ces manœuvres de sacristie permirent l'élection de Walesa à la présidence, elles n'empêchèrent pas la TKK (3) élue au congrès d'août 1981 de voter des résolutions d'une telle radicalité que l'Agence Tass (4) accusa Solidarnosc... d'anarcho-syndicalisme !

Aussi vain sera sans doute le récent anathème d'un évêque polonais excommuniant à tour de bras les anarchistes, décidément pas en odeur de sainteté !

Non, les tenants du système, quels qu'ils soient, n'endigueront pas plus le développement actuel des groupes anarchistes, que l'irrésistible capacité des ouvriers polonais à s'organiser et agir pour balancer le bébé avec l'eau du bain du capitalisme d'Etat !

Elan NOIR

NOTES

(1) Pawel Babiński, militant pacifiste proche des libertaires, emprisonné le 14 août à Gdansk. Pour le soutenir, envoyez lettres et télégrammes à :

• Ministère de la Justice, aleje Ujazdowskie 11, Warszawa, Pologne.
• Général Czesław Kiszczak, ministre de l'Intérieur, ul. Rakowiecka 2, Warszawa, Pologne.
• Komenda Wojewodska MO, Gdansk, Pologne.

(2) Club des intellectuels catholiques.

(3) Direction nationale de Solidarnosc.

(4) Agence de presse d'URSS.

MEXIQUE

Un volcan en sommeil

IL est évident que nous sommes indifférents à la façon dont va se former le cirque parlementaire où vont siéger les « vainqueurs » (députés, sénateurs, gouverneurs et président de la république). Nous nous sentons, cependant, obligés de montrer la pourriture régnant parmi ceux qui cherchent, par tous les moyens, à tenir les rênes de l'Etat. La situation du pays l'impose.

On s'est particulièrement réjoui de la quantité de personnes qui se sont présentées aux urnes pour élire leurs bourreaux, et cela de la droite à l'extrême gauche. Malgré les « magouilles » nécessaires, la vérité est apparue : 48,2% des inscrits du corps électoral n'ont pas voté. Les abstentions sont l'expression de la non-crédibilité des gouvernants. Ils est déprimant de voir à quel point le peuple, et les travailleurs en particulier, attendent la fin de cette lutte entre ceux qui monopolisent le pouvoir et ceux qui veulent les remplacer, pour continuer la même politique d'exploitation et les mêmes pratiques de répression. Tout ce qui s'est passé avant les élections est particulièrement incroyable, mais ce qui l'est encore plus, c'est le culot du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI : parti gouvernemental).

La farce électorale

Lors de toute farce électorale, il est d'usage que les urnes se retrouvent sous la responsabilité de fonctionnaires du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur est également le président de la « Junte électorale », qui classe les votes obtenus par parti. Juge et partie à la fois, tout devient facile ! Ainsi, il est de « coutume » que des résultats géné-

ralisés soient donnés dès la nuit même. Mais, lors de cette dernière élection, le PRI fut atterré de voir que dans la capitale ses propres députés, et jusqu'à son candidat-président, étaient battus par l'opposition. Pendant quinze jours, ils se mirent à mélanger, à fractionner les bulletins de vote de certaines urnes.

Le 6 août, soit un mois après les élections, la journaliste Laura Bolanos écrivit un article dans *El Universal* disant qu'il y avait 25 000 urnes non dépouillées ! Ce fut une des fraudes électorales les plus importantes qu'on ait vu au Mexique, d'après les observateurs. L'opposition s'est alors transformée en une alliance, exclusivement pour la défense du scrutin. Parmi les trois présidents de l'opposition se trouve Cuauhtémoc Cardenas (fils du président qui avait exproprié les compagnies pétrolières, lorsque celles-ci refusèrent de satisfaire les revendications du Syndicat des pétroles). L'opposition ne reconnaît pas la « victoire » du candidat du gouvernement. Les partis d'opposition n'ont pas cessé de demander à la foule de les suivre, exigeant que soit respecté le scrutin ; ils demandent, de plus, l'annulation des élections.

Le gouvernement, lui, se sert de tous les moyens de communication en sa possession pour : « *montrer au peuple que les perdants cherchent exclusivement à provoquer la violence, et à mener à l'affrontement entre le peuple et les défenseurs de l'ordre, ce que le gouvernement ne tolérera pas* ».

Un volcan en sommeil

Le PRI a « obtenu » 260 députés et l'opposition 240. Comme cer-

tains politiciens risquaient d'abandonner le parti pour aller vers l'opposition — d'après le dirigeant du Front cardéniste, Rafael Aguila Talamantes —, le PRI leur a offert des « récompenses » fabuleuses.

Il se peut que le tribunal qui juge le contentieux proclame demain le candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, vainqueur. Que se passera-t-il ? Des événements risquent de se produire, bien que l'opposition en appelle sans doute au calme, pour ne pas faire « le jeu du gouvernement actuel et tomber sous le coup de la répression ».

Au milieu de ce tapage où se débattent les intérêts, non pas du peuple mais de ceux qui l'oppriment ou pensent à l'opprimer, on trouve la gente syndicale, remplie d'authentiques corrompus qui volent les travailleurs et caressent le patronat dans le sens du poil. C'est sans doute la partie la plus stable du régime actuel. On voit, par exemple, dans *El Universal* une caricature représentant le secrétaire de la Confédération des travailleurs du Mexique conduisant, main dans la main, le candidat du gouvernement à la victoire. Enfin, alors que le gouvernement et les patrons refusent d'augmenter les salaires, les policiers ont vu les leurs augmenter de plus de 50% !

La situation s'aggrave donc de plus en plus pour le peuple, alors que des vautours volent au-dessus, espérant remplacer les chacals au pouvoir. Un volcan en sommeil, jusqu'à quand ?

De notre correspondant au Mexique

REVUE DE PRESSE

ESPAGNE

• **CNT** n° 97, avec au sommaire : retour sur le 19 juillet 1936 et divers articles sur la Révolution espagnole ; des articles concernant les travailleurs de l'hôtellerie, conflit et répression à l'entreprise DESA, à la mairie de Cordoba, etc. ; le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez : derrière le rose le brun pointe, ou qui se cache derrière le GAL... ; plus divers articles sur l'antimilitarisme, l'écologie et la FAI. Nos compagnons signalent aussi les difficultés financières dans lesquelles se trouve leur organe. Nous souhaitons que cela ne soit que passager. Numéro à lire donc.

• **La Ilettra A** est un magazine libertaire bilingue (catalan et espagnol). Beaucoup de thèmes sont traités dans ce n° 25, dont un dossier sur le mouvement libertaire espagnol d'aujourd'hui et des articles internationaux.

• **Rojo y Negro** n° 5. Ce journal s'épaissit de numéro en numéro et rend pleinement compte d'un certain nombre de luttes syndicales en Espagne. A lire, pour ceux qui veulent en connaître plus dans ce domaine.

• **Libre Pensamiento** n° 1. Nouveau venu dans la presse libertaire espagnole, ce magazine veut être un magazine de réflexion. Thème central abordé dans ce premier numéro : « Présent et futur de l'anarcho-syndicalisme dans la société actuelle ».

• **Alternative libertaria** n° 9. Journal bilingue (catalan et espagnol) avec de nombreux articles traitant, entre autres, de la CNT, du nudisme, des vacances, du Nicaragua, de la Fondation Salvador Seguí, etc.

ÉTATS-UNIS

• **Bayou la Rose** n° 27, journal de la section américaine de l'Anarchist Black Cross, organisation internationale de soutien aux prisonniers anarchistes. On y trouvera notamment des articles sur les Aborigènes d'Australie, sur les Indiens d'Amérique, sur Voltairine de Cleyre (une anarcho-féministe) et bien d'autres articles intéressants. Très détaillé, à lire sans modération.

• **Industrial Worker**, juillet 1988, toujours fidèle à lui-même et à l'esprit des IWW. De nombreux articles intéressants sur des luttes aux Etats-Unis et sur la parution d'un livre : *Rebel voices - an IWW anthology*, par Joyce Kornblush.

• **Overthrow**, été 1988. De très nombreux articles aussi variés que fournis. Citons quelques thèmes traités : « Qu'y a-t-il de mauvais chez Mac Donald ? » ; les satellites espions ; les populations indiennes ; le Guatemala ; la répression en Malaisie ; le Vietnam aujourd'hui ; etc.

GRANDE-BRETAGNE

• **Black-Flag** n° 183. Toujours des infos complètes sur la répression dans le monde. Du nouveau sur l'affaire Martin Foran (dont nous vous avons déjà parlé), plus d'autres infos à découvrir. Toujours du bon travail fait par l'Anarchist Black Cross.

• **Direct Action** n° 50. Journal du DAM (section anglaise de l'AIT). Signalons un article complet sur la COB brésilienne, suite à la visite récente d'un compagnon brésilien en Grande-Bretagne. La COB fait désormais partie, à part entière, de l'AIT.

Liberté pour Mario Ines Torres

Détenu en Finlande depuis octobre 1987, puis extradé vers l'Espagne en mars 1988, Mario Ines Torres a enfin été libéré de la prison de haute sécurité de Alcalá de Meco au mois de juillet dernier, moyennant une caution substantielle (cf. « Monde libertaire » n° 716 du 8 septembre 1988).

Comme nous l'affirmions dans de précédents articles, la persécution policière dont a été victime Mario est de toute évidence due à la rancune de quelques flics français et espagnols qui ne lui pardonnent pas son passé de militant libertaire et antifranquiste, notamment au sein des GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes). Ceux-ci n'ont pas hésité à le présenter comme un dangereux criminel, afin d'obtenir son extradition de Finlande où il avait demandé l'asile politique.

Le dossier de Mario étant vraiment mal ficelé, la justice espagnole a décidé de le mettre en liberté en attendant son procès, prévu le 6 octobre à Madrid. La campagne de protestation et de solidarité internationale qui s'est développée autour du cas de Mario a certainement contribué à sa libération.

Pour que ce mauvais roman policier se termine bien, notre solidarité ne doit pas lui faire défaut jusqu'à son jugement ; il faut écrire au juge pour exiger la libération définitive de Mario Ines Torres, et l'arrêt des poursuites à son encontre (1).

Il faut que la justice, espagnole en l'occurrence, sache que si la police et son cortège de répression, de tortures et d'exactions diverses n'ont pas de frontières, les libertaires n'en ont pas non plus. Et que leur détermination à combattre l'arbitraire des Etats et de leurs valets est inébranlable. Partout dans le monde, des individus sont traqués, torturés, écrasés parce qu'ils combattent la loi des Etats et le capitalisme. Notre lutte n'aura de cesse que lorsque nous aurons balayé ces systèmes oppresseurs pour construire un monde nouveau, sans prisons, sans Etats ni patrons. Solidarité avec Mario Ines Torres !

Gr. Albert-Camus

(1) Ecrire à l'adresse suivante : Excelentísimo Señor Presidente, Sección tercera, Sala de lo Penal, Audiencia Nacional, Cadille García Gutierrez n° 1, 28004 Madrid, Espagne.

NOTE DE LECTURE

La Révolution française revisitée

On ne sait jamais ce que fête vraiment un centenaire, encore moins un bicentenaire. L'événement célébré gagne en distance temporelle et spatiale ce qu'il perd en intensité politique, morale et culturelle. Réduit à l'état de souvenir, de valeur, devenu objet de discours, il sert à fabriquer des rites, des fétiches et des classements, dont l'intérêt doit, en général, peu à ce qui s'est réellement déroulé, à ce moment-là.

La Révolution française n'échappe pas à cette alchimie du verbe et de la récurrence. Déjà, il y a donc un siècle (1889), les festivités du centenaire vouaient d'abord un culte à la République enfin assise, après avoir fini d'en découdre avec les restaurations et, provisoirement du moins, avec les résistances ouvrières. Le 14 juillet, décrété Fête nationale depuis 1880, sollicitait les événements de juillet 1790 (la Fête de la Fédération), et non ceux de 1789. Malgré tout, le peuple de Paris était symboliquement convié à « reprendre » une Bastille d'opérette, sur la place du même nom.

En 1989, progrès technologique oblige, nous auront droit à des faisceaux laser et à des « merveilles » électroniques, histoire de faire comprendre que les jeux et le cirque valent mieux que l'action et la lutte politique.

Car, il s'agit bien de cela : un moment d'une histoire qui fût nôtre, mais dont les effets ne se restreignent pas à la France. Un mouvement incontournable, mais dont les soubresauts et les contradictions semblent toujours faire peur, à l'heure où la violence sociale prétend disparaître derrière le masque de la négociation sociale et salariale. Une mutation brutale des rapports sociaux qui nous rappelle, à chaque relecture, que l'histoire n'est pas un dîner de gala.

Le sacrifice de la chronologie

Il convient d'abord de corriger ce qu'a d'excessif la banalisation scolaire de la Révolution française. Muée en une succession de dates marquantes et de figures allégoriques : 1789, Louis XVI, Robespierre, 1793, Valmy, etc., l'histoire disparaît sous des gerbes de fleurs ou des pleurs inconscients.

Mais, la chronologie n'étant pas l'histoire, il appartient aux historiens de rappeler que tout événement est tissé d'un réseau de mille liens sur la base duquel se forge la conscience révolutionnaire. La société d'Ancien Régime, société de corps, interdit le droit d'association et par les vertus du sacré impose aux mentalités une structure des relations interindividuelles assez lâche. L'évolution profane de la pensée, au-delà des milieux intellectuels, la sécularisation des relations, ne se repèrent pas seulement au travers de dates, mais plutôt à des indices plus indirects : groupements, salons, sociétés de pensée, clubs, et même les cafés qui désormais se distinguent de la taverne, en laissant aller la conversation et un nouveau type de sociabilité (le café Procope, encore célèbre).

Il est d'ailleurs extrêmement délicat de dater des phénomènes aussi importants que la désacralisation de la mort, les attitudes devant la vie, la famille, les pratiques contraceptives, tous, à un titre ou à un autre, signes d'une éclipse du sacré qui autorise alors l'homme à se sentir le maître de son action, et à revendiquer des changements dont il peut se sentir le moteur.

De nouvelles lectures de la vie sociale

Comme toute action révolutionnaire, la Révolution française ouvre des espaces nouveaux. Incontestablement des fractures, des tendances, des propositions, le plus souvent inédites, la précèdent. Elle tient au XVIII^e siècle par toute une trame de réformes, de projets avortés, de textes au cœur desquels ceux des philosophes (Voltaire, Diderot, Rousseau) ont leur place.

Toutefois, le moment même de l'action révolutionnaire inspire d'autres réflexions et d'autres attaches. D'abord, il concerne plus de personnes et fait fructifier la pensée autrement. Les philosophes des Lumières n'encourageaient guère au « Grand Soir ». La foule des manifestants lisait peu les philosophes. Les « vainqueurs » de la Bastille ont en moyenne 34 ans, les émeutiers d'avril 1789 étaient à 78% des ouvriers luttant pour leur salaire.

Beaucoup (Taine, Burke) les traitent de « vagabonds », de « bandes d'assassins ». En vérité les émeutiers sont porteurs de la constitution d'un nouvel espace public qui commence à sourdre dans les ateliers et la rue de l'Ancien Régime.

Pratique contestataire aidant, les masses urbaines se politisent et évoluent rapidement

La surabondance de livres, souvenirs, objets et cérémonies, proposée à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution française, laisse parfois perplexe. Certes, on peut faire confiance aux marchands pour nous inventer de nombreuses sources de profits. Cela étant, ces célébrations sont aussi l'occasion de batailles idéologiques, de polémiques, au sein desquelles il convient de prendre parti, car il ne s'agit plus de mode. Faisons donc le point sur cette question à l'aide de l'ouvrage publié aux Editions La Découverte : *L'Etat de la France pendant la Révolution*, sous la direction de Michel Vovelle (1988).

La rédaction

vers l'idéal d'une société nouvelle capable de transformer en institution les cercles de la discussion. La violence développée prend des formes différentes au fur et à mesure des événements : violence réactive au début, elle devient par la suite instrumentale, et se met au service de la nouvelle vision du monde.

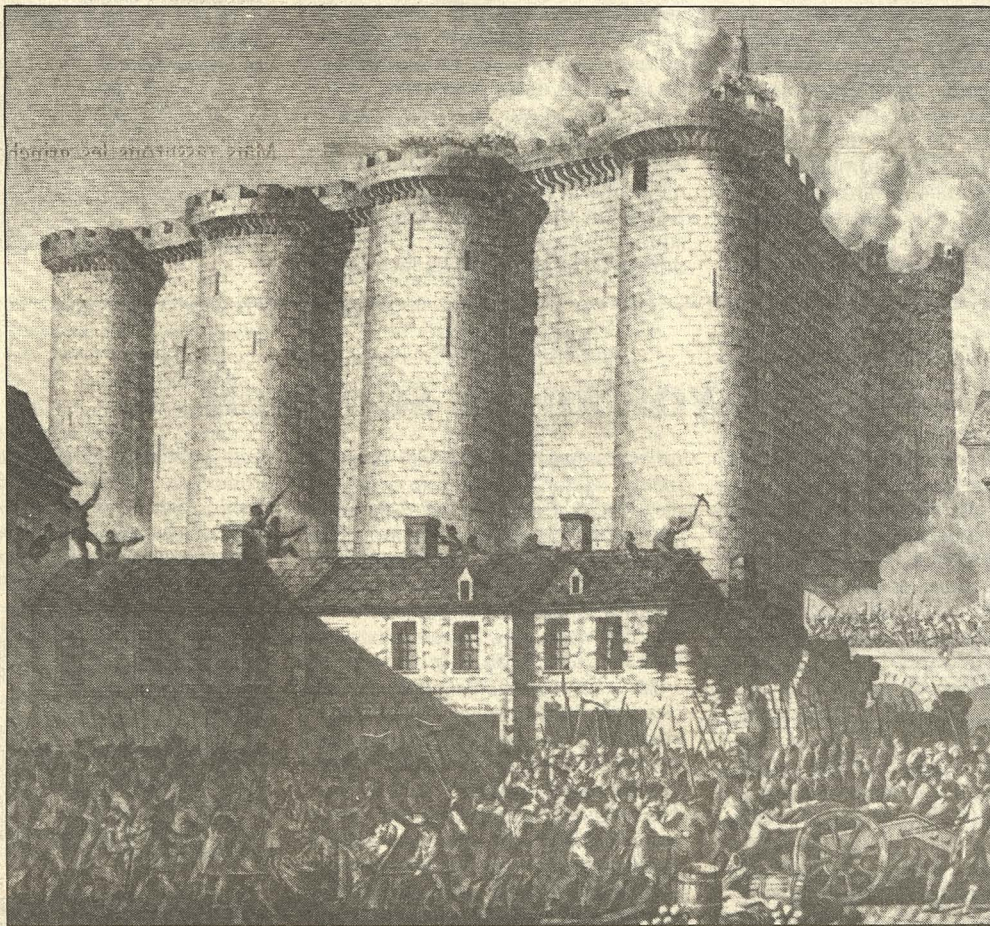
La vie quotidienne

Trop d'ouvrages font le sacrifice de la vie des hommes, afin de statuer sur les faits à partir des seules idées. Les temps de la vie, naissance et mort, amour et sexualité, vie quotidienne, culture et loisirs, ont repris leur juste place dans l'histoire depuis que l'historiographie a su évaluer leur poids sur les mentalités et les actes.

d'un consentement tel qu'aucune réaction ne fut jamais capable de présenter un autre modèle représentatif que celui qui s'imposait aux révolutionnaires. « République », « Nation », « Patrie » apparaissent cependant comme des termes qui ne recouvrent pas des visées identiques.

Le terme « Nation » appartient au vocabulaire des élites, parce qu'il renvoie aux institutions et à l'Etat. Le terme « Patrie » réfère, par contre, à la conscience populaire et à des liens de type fraternel. Entre les deux cependant, la question des droits nouveaux inscrit au cœur du mouvement révolutionnaire la nécessité de garanties telles qu'elles relèvent de la volonté des hommes et non plus d'un ordre venu de Dieu sait où.

Alors que la sanction du droit commence à délivrer les hommes du poids de l'arbitraire et



La prise de la Bastille (14 juillet 1789).

Et, c'est à un véritable renversement de perspective par rapport à la manière de penser et d'être des sociétés rurales, que la Révolution française nous permet d'assister. La conscience, pour chacun, de s'inscrire dans l'histoire, même de façon anonyme (ce qui ne signifie pas impersonnelle), anime des transformations qui se répercutent au jour le jour sur les façons de mesurer l'espace et le temps de la vie, sur les moyens d'existence et sur la participation aux mouvements (dont celle des femmes, associées à la vie sociale sans que le droit de cité leur soit reconnu).

L'urbanisme commence à être interrogé, le logement fait l'objet d'attention — de la part des propriétaires constituant la majorité des membres des Assemblées —, l'art culinaire descend des hôtels particuliers vers des restaurants, les habits prennent des significations nouvelles : absence de culotte aristocratique (Sans-culotte), courte veste (Carmagnole).

Les droits et les devoirs

Dans cet espace national en cours de constitution, les valeurs de la république font l'objet

sacralisation. Notre époque a cela de pertinent que nous sommes moins sensibles aux vénéractions, et aux modèles. Dès lors, une relecture des événements révolutionnaires oblige tout autant à mesurer un écart — celui qui nous en sépare —, qu'à considérer nos modes de pensée politique à l'aune de nos propres promesses politiques.

Nous savons que la Révolution française a eu lieu. Que saurons-nous inventer qui dépasse un passé dont l'héritage est, qu'on le veuille ou non, constitutif de notre vie sociale et politique ? Il convient, avant tout, de commémorer l'émancipation d'une société vivante et non pas un modèle d'émancipation.

Dans le même temps, la sanction apportée en ces événements révolutionnaires n'est pas tant celle d'un nouvel ordre social que les siècles postérieurs nous apprendront à critiquer, que celle d'une humanité apprenant à se diriger elle-même. Et, sur ce plan, nous avons encore beaucoup de leçons à recevoir (1).

Christian RUBY

(1) *L'Etat de la France pendant la Révolution. 1789-1799. Sous la direction de Michel Vovelle, 95 participants, Editions La Découverte (en vente à la librairie du Monde libertaire).*

Emissions sur Radio-Libertaire (89.4 MHz)

Dans le cadre de l'émission « L'invité du vendredi » (19 h à 21 h), voici la liste des thèmes qui seront traités lors des mois à venir.

• 30 septembre.

Le bicentenaire de la Révolution, pourquoi et comment ? Contexte politique et social. Comparaisons avec le centenaire. Les différentes réactions et thèses en présence. Invités : Michel Vovelle, Thierry Paquot, Georges Bensoussan.

• 28 octobre.

La Révolution française : acquis et débats. La démocratie et la République dans leur contexte. Le mouvement des idées. Les acquis dans l'ordre civil : la question de l'esclavage. La nouvelle lecture de l'espace et du temps. Les valeurs. Invités : Jean-Yves Guiomar, Michaël Soubbotnik, Yves Benot.

• 25 novembre.

Le mouvement révolutionnaire : l'ère des révolutions et le XVIII^e siècle. Les dilemmes du capitalisme. Le despotisme éclairé. Evénements révolutionnaires. Invités : Jacques Godechot, Immanuel Wallerstein, Philippe Raynaud.

• 27 janvier.

Le travail pendant la Révolution française, la famille, la sexualité, l'assistance, propriété et location. Invités : Jeffry Kaplow, Dominique Godineau, Jacques Solé, R. H. Guerrand.

• 24 février.

Culture et loisir pendant la Révolution française : littérature, arts, théâtre, peinture, architecture. Invités : Thierry Paquot, Michel Vovelle, Serge Bianchi.

• 31 mars.

L'Etat et les institutions : Constitution, déclaration des Droits, appareil d'Etat, droits et devoirs. Invités : Michel Troper, Claude Mazauric, Olivier Blanc.

• 28 avril.

La vie politique et les luttes sociales pendant la Révolution française. Modes de résistance et actions politiques. Invités : Arlette Farge (sur la prise de la Bastille), Georges Rudé, Olivier Blanc.

• 26 mai.

L'économie pendant la Révolution française : libéralisme, monnaie, propriété foncière, industries et manufactures, banque, marché. Invités : Guy Lemarchand, Denis Woronoff, Jean-Pierre Hirsch.

• 29 juin.

La révolution après la Révolution. Historiographie et interprétations. Le XIX^e siècle relisant la Révolution française. Notre rapport à la Révolution française. Invités : Maurice Agulhon, Daniel Lindenberg, Jean-Paul Thomas.

Une révolution modèle ?

A trop négliger les ressorts précis de la Révolution française, il arrive qu'on la colonise pour des fins qui ne sont guère adéquates aux enjeux de l'époque.

Aujourd'hui, il est parfois séant de récuser « la violence révolutionnaire », de redécouvrir que cette période n'a pas tout apporté, de dénoncer des usages sociaux de la révolution. Ce n'est pas à ce jeu-là que nous sommes conviés.

Pour bourgeoise qu'elle soit, la Révolution française mérite une attention qui n'est ni rejet ni

« L'étrange M. Knight »

Le mystère commence dans le procédé qui, s'il était dévoilé ici, donnerait une bien faible image de l'effet qu'il produit. On reste, pour le moins, aussi subjugué par son résultat que par la magie des acteurs.

Tout est réouvert de l'époque pionnière du cinéma : le crépitemment d'un son oublié, celui de la caméra dans la salle ; les touches blanches et noires d'un piano qui furent la bouche des films muets et sur lesquelles un musicien invente un relief à propos, sur les images comiques ou dramatiques et qui, mine de rien, nous mettent de connivence avec tout ce secret, l'histoire, les acteurs, la féerie. Bref, nous impliquent dans l'affaire, c'est pas du cinéma !

De Mary Shelley à Fritz Lang, de Frankenstein au docteur Mabuse, de Shakespeare à Murnau, avec pour la technique, une pointe d'Emile Reynaud (1), ce petit chef-d'œuvre nous remémore l'éternel dilemme de l'homme, du savant fou, travaillant sans relâche à la fabrication d'une créature à son image.

L'interrogation profonde de l'histoire, à laquelle on ne songe pas immédiatement, car nous sommes d'abord « foudroyés par le spectacle » est, ne l'oublions pas : « vaut-il mieux être homme avec un cœur de monstre, ou monstre avec un cœur d'homme ? »

D'hommes, il en est fortement question : quatre acteurs doubles, diaboliquement réels, réellement prestigieux, tous mimes professionnels, un pianiste accordé sur mesure aux « effets et gestes » du spectacle, un projectionniste derrière sa caméra mais parmi nous, manigancent un jeu, une machination pour notre plus grand plaisir qui, il faut bien l'avouer, est dépassé par les événements, mais néanmoins réel. Cinématographiquement théâtral ! Ciné quoi ? Non.

Elisabeth et Salim
« Fondu au Noir »

(1) Pour tout savoir sur Emile Reynaud : « Musée du cinéma », Palais de Chaillot, métro Trocadéro.

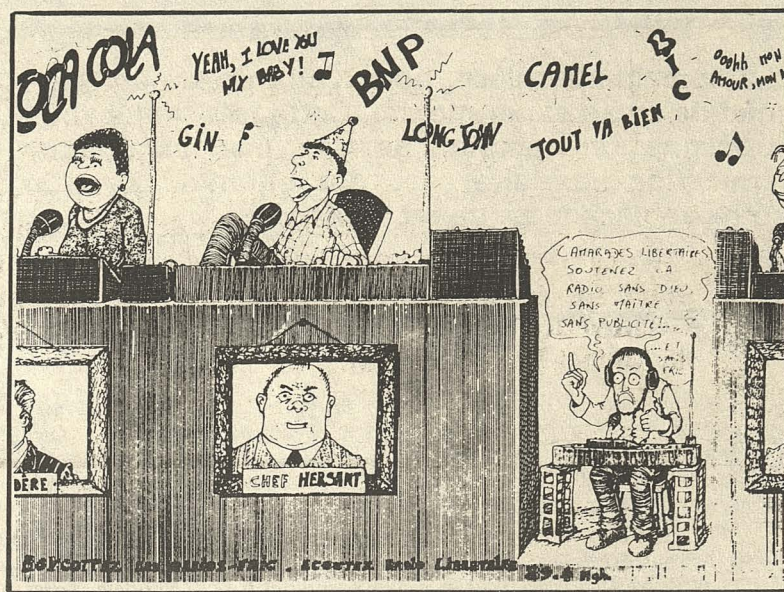
Il ya dans ma tête des noms et voix d'artistes indissociablement attachés à l'histoire de Radio-Libertaire et du Monde libertaire. Dans votre tête aussi, je suppose. Citer les noms de Léo Ferré ou de Louis Capart serait peut-être trop facile, et d'une utilité toute relative vu le but de cet article : vous entretenir du prochain gala de soutien, au TLP (1). En revanche, parler de Serge Utgé-Royo et de Marie-Josée Vilar sera donc plus judicieux. Vous les présenterait toutefois aberrant, car vous devez déjà (je le souhaite) les connaître par cœur.

Du cœur... à l'ouvrage

Cœur, c'est bien le mot. Serge Utgé-Royo, c'est l'anarchie faisant éclat de voix, de chant, avec un cœur, des cordes vocales chaudes comme un été 1936 en Catalogne et un lyrisme qui égale parfois le mien quand je me laisse aller.

Comme tous les artistes qui jouissent d'estime et de succès (ou de succès d'estime...), Serge a ses « fidèles » (qu'il me passe le mot, je lui passerai la pommade).

Deux grands courants. Il y a d'abord ceux qui s'extasient sur sa voix. Une voix si chaude, si pure, qu'on l'écoute aussi avec le ventre. Une voix qui lui permettrait de chanter de l'opérette lénifiante de soleil (il en connaît d'ail-



leurs un rayon), ou de chanter l'annuaire de Liège et de Namur avec tant d'émotion qu'il vous ferait chialer (2).

Et puis, il y a le second courant : ceux qui protestent « Merde, Serge Utgé-Royo, c'est pas seulement une voix, un interprète ! C'est aussi des textes ! ». C'est vrai que Serge, c'est un peu notre chanteur à nous, libertaires. C'est vrai qu'il est aussi un peu Arabe et un peu Portugais, Belge ; tout le sang du monde quoi. Y compris celui de Français car, rappelons-le, son quartier

d'enfance et de couleur c'était Ménilmuche.

Serge, c'est le chanteur engagé. Engagé sur une voie pleine d'embûches ; celle de la révolte et de la beauté des choses. « Engagez-vous, rengagez-vous qu'ils disaient ». Et le voilà qui chante encore bénévolement ; il y en a qui ont le sens du paradoxe... Ses chansons, il nous les donne. Et parfois, on les reprend. En cœur. Parfois aussi, on n'ose pas. Pour *Amis, dessous la cendre*, je chante et frémis intérieurement, c'est tellement bon...

Oh ! certes, je me permettrais d'apporter ma note discordante, ne serait-ce que pour accroître la crédibilité de mon propos. J'ai peur quand son spectacle tourne à la messe (noire et rouge ?) avec *Pardon si vous avez mal à l'Espagne*. Mais rassurons les grincheux dont je suis, la « liturgie » est si belle. Et puis, pour continuer à rassurer les grincheux, il est plus que cela, Serge. J'en connais qui fondent sur *Où êtes-vous compagnes* ; et d'autres (parfois les mêmes) qui s'écoulent de rire quand il interprète *La Rose et le Camembert* de Maurice Laisant.

Serge, Jean-Pierre et les autres

Bien sûr, Serge c'est aussi Jean-Pierre et les autres. Qu'il s'offre un orchestre symphonique ou qu'il se contente (qu'il nous contente) d'un comparse aux percussions, la musique est là. La vraie, la grande. Celle qui flirte avec des rythmes plus ou moins lointains. Un mélange de sons, d'odeurs presque... S'il vous plaît, amis aux consoles du TLP, retrouvez la magie.

Enfin bref... Je vais arrêter là mes louanges, sinon on va me trouver partial. Et puis, Serge va me tirer l'oreille quand il me croquera. Pour l'avoir traité de « chanteur engagé ». Et pour avoir omis de parler de son prochain disque en souscription (3). D'autre part, sans prétendre tirer la pige, il est temps pour moi de vous parler de Marie-Josée Vilar, car elle sera aussi de la fête le lundi 3 octobre.

Quand la chanson fait 33 tours

Marie-Josée Vilar, c'est par Radio-Libertaire que je l'ai connue. Sur disque, puis sur scène. Elle tournait sur une bande sans fin avec les « Verges pleines qui nous fécondent, les berges reines du bout du monde » (*J'te donne*).

Pour faire intellectuel, je vous dirai que Marie-Josée, c'est une grande timide qui sublime sur scène (la preuve, elle fera tout pour me contredire). Résultat : elle entrecoupe son tour de chant de réflexions saugrenues pas piquées des hannetons quand elle se laisse aller. Et puis, au milieu de tout ça, elle vous balance, l'air de rien, cela

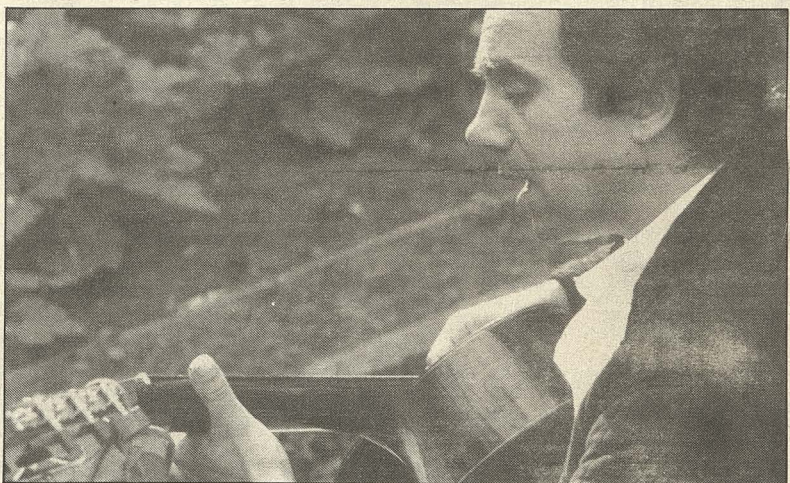
va de soi, des chansons. Finement ciselées. Si ciselées qu'on pourrait s'attendre à ce qu'elles vous arrachent le visage. Mais qui, en fait, vous arrachent de fines larmes au coin de l'œil. Fines comme une brume matinale. Les chansons de Marie-Josée Vilar m'évoquent un bon vieux alcool vieilli quelques années dans des fûts de vrai bois de guitare. Douces, et soudain piquantes. Acides même parfois. Au détour des rimes, il y a des images. Des images de tous les jours. De toutes les nuits. Qui nous bouleversent parfois sans que vous sachiez pourquoi. Sans même que vous vouliez le savoir. A croire qu'elle nous a tous espionnés avant d'arriver sur scène, qu'elle a fixé une série d'instantanés de notre vie, pour nous les rendre dans un paquet cadeau.

La légèreté des mots, le choc des images

Une chose est sûre ; on va la voir, on n'en revient pas, et on y retourne. On est pris au piège. Le piège d'avoir envie d'être aussi près d'elle que son verre d'eau, aussi limpide et miroitant qu'elle et de lui dire : « Dis, tu nous rechantes Marilyn, L'Ortie et le Lierre ou Bal » (4).

D'ailleurs, quand à la fin de son spectacle elle propose, car on en redemande, presque désolée, d'en rechanter une ou deux... il en faut plus d'une ou deux pour satisfaire tout le monde. Entre ceux qui réclament *J'te donne*, *Baisers de la Rochelle*, *Café-charbon* ou *Nos pères*, elle ne sait plus où donner de la tête, de la voix ou de l'émotion.

Enfin bref, j'en arrête là de mes dithyrambes, parce que tout ça, ça



Serge Utgé-Royo.



Marie-Josée Vilar.

m'a donné envie de réécouter ses disques. Et j'ai l'impression que si je continue, Marie-Josée va me téléphoner et me demander pourquoi je n'ai toujours pas acheté son dernier disque, ce qui va encore foutre en l'air toute sa poésie.

N. C.

(1) Serge Utgé-Royo et Marie-Josée Vilar au TLP-Déjazet (41, boulevard du Temple, 75003 Paris, tél. : 42.74.20.50), lundi 3 octobre 1988, à partir de 20 h 30. Prix des places : 90 F, 70 F avec la carte d'auditeur de Radio-Libertaire ou un bandeau d'abonné du Monde libertaire. Réservations au TLP-Déjazet ou à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : 48.05.34.08).

(2) L'annuaire des postes est triste à mourir, pas à pleurer...

(3) Après son dernier 33 tours, « Quartiers de couleur », Serge Utgé-Royo lance une souscription pour son prochain album : « Les cités de soleil ». Le disque doit sortir à l'automne 1989 (remboursement en cas d'abandon du projet). Pour tous renseignements, écrivez à Patrick Kipper au 156, chemin du Marais-du-Souci, 93270 Sevran, ou téléphonez au 43.84.70.04 ou au 34.72.98.60.

(4) D'après la pièce du Théâtre du Campagnol et le film d'Ettore Scola.

CINÉMA

« Nico », drogue et CIA

L'HISTOIRE, écrite par le réalisateur du film, Andrew Davis, et l'acteur principal, Steven Seagal, pourrait être la suite de l'Irangible. La CIA figure en bonne place de l'actualité américaine depuis la découverte de ses trafics d'armes entre l'Iran et la Contra nicaraguayenne. Un nouveau scandale a acquis une notoriété publique depuis que Noriega, président du Panama, trafiquant de drogue et ex-agent de la CIA, a révélé les liens entre la CIA, la mafia, les gros propriétaires terriens et les Etats d'Amérique

latine : la CIA favoriserait le trafic de drogue vers les Etats-Unis en échange d'aides pour la lutte contre la « subversion ».

Nico, engagé par la CIA à cause de sa pratique de l'aïkido (art martial), est envoyé au Vietnam en 1973. Il s'enfuit après avoir vu un « médecin » de la CIA torturer un trafiquant d'opium. Il devient flic aux Etats-Unis. Nico ne supporte pas que les trafiquants de drogue de sa ville soient remis en liberté après un « flag », vu que sa frangine est déjà dans les pattes des dealers. Il mène son enquête lui-

même après avoir démissionné. Très vite, le film montre que nous n'assistons pas à une banale série B.

Il nous fait découvrir peu à peu le réseau tissé par la CIA sur le continent américain. Les pratiques de la CIA, qui « ne sera jamais jugée pour un crime de 50 000 civils », ne surprendront que les naïfs. Pour briser la CIA, il faudrait détruire l'empire du crime constitué par le capitalisme, l'Etat et la mafia américaine. Malgré les *kote gaeshi* et les balles, qui lui sauvent la vie pourtant, le héros comprend que la condamnation des tueurs (« ce serait bien ») ne sera pas l'issue finale du drame. Il combat un ennemi insaisissable et le film se terminera sans apparition des gros bonnets.

La morale de cette histoire est d'abord qu'on ne discute pas avec la CIA. Ensuite, un bon exemple de soutien aux réfugiés est montré avec les fameux « sanctuaires » qui sont des endroits, clandestins ou non, déclarés zones d'asile par des internationalistes conséquents aux Etats-Unis. N'oublions pas qu'en France aussi, le droit d'asile n'existe presque plus que sur le papier, et que le couple Joxe-Mitterrand est toujours en activité.

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo-Cafiero)

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 15 septembre

« Fruits de la Passion » (19 h 30 à 20 h 30) : avec comme invitée Colette Magny.

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : le Musée d'art russe et les artistes russes à Paris.

Samedi 17 septembre

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h 30) : John Lee Hooker.

Dimanche 18 septembre

« BD / DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Claude Moli-termi.

ÉDUCATION LIBERTAIRE

Où l'on peut, si on veut

IMAGINEZ un château dans la campagne bretonne. Dans ce château, 90 enfants de 4 à 6 ans et, pour vivre avec eux les quatre semaines du mois d'août 28 adultes présents 24 heures sur 24. Un centre de vacances maternel bien classique.

Imaginez ces enfants issus d'un milieu précaire urbain ordinaire, ces adultes déjà embauchés par l'organisation (cuisiniers, lingères, personnel de service) et des animateurs sans doute au fait de l'animation auprès des enfants, mais totalement ignorants de la théorie dénommée « éducation libertaire ».

Là-dedans, je suis directeur de cette « entreprise éducative temporaire ». Anarchiste, je cherche de ma place, et bien modestement, à faire bouger les choses — comme tout le monde. Autant dire que je défends un projet et que les centres de vacances m'offrent



l'occasion d'essayer de le mettre en application, au moins ponctuellement.

Etre directeur d'un centre de vacances, c'est prendre l'initiative de rassembler des personnes autour d'un projet (et non plus s'insérer difficilement dans celui des autres), c'est aussi, si on le souhaite, ne pas épouser des statuts et des rôles autoritaires et hiérarchiques habituellement liés à la fonction dirigeante. C'est possible ici, beaucoup moins dans un autre type d'entreprise.

Au mois d'août, sous le soleil breton, il n'est plus temps de s'encombrer des concepts théoriques de l'éducation libertaire, aussi performants soient-ils, mais plutôt de passer à la pratique. Réalisation en grandeur réelle donc et sans tricher en s'offrant le recours d'une « structure protégée » d'un tout petit groupe, d'une équipe se connaissant bien, d'un environnement idéal et de la manne d'argent suffisante pour assumer une pédagogie tape-à-l'œil.

A priori, nous étions dans les conditions matérielles de beaucoup de centres de vacances, auxquels nous reprochons leur pédagogie traditionnelle et leur peu de prise en compte de l'individualité de chaque gamin. J'avais donc comme objectif personnel de faire vivre aux gamins ce centre de vacances au plus proche de mes convictions en matière éducative. Un pari avec moi-même...

Mettre une équipe au travail

S'il me revenait de jeter les bases d'un projet pédagogique hors desquelles je n'avais plus de motivations à y travailler, il me fallait définir un cadre dans lequel l'équipe allait pouvoir évoluer et d'abord leur expliquer mon « style de direction », plus animateur d'une équipe que directeur auto-proclamé, et exerçant la fonction d'employeur. Dès lors, au-delà des mots et des grandes intentions, je devenais celui qui était

La semaine dernière, nous vous présentions un projet de lycée expérimental. Cette fois, nous vous proposons un témoignage sur une expérience d'éducation libertaire avec des enfants, dans un centre de vacances, au mois d'août.

La rédaction

garant d'un projet pédagogique, que l'équipe, en deux week-ends de préparation, a pris le temps d'écrire. Etre garant d'un projet, c'est renvoyer à l'équipe sa réalité en référence au texte initial (le contrat !), c'est aider chacun à se situer dans cette réalité, c'est donc aussi être garant des adaptations du projet initial (et savoir doser son propre investissement affectif devant l'appropriation collective de ce projet, qui passe par d'inévitables modifications, parfois substantielles, du contrat de départ).

La volonté pédagogique

Etre directeur d'un projet (au service de...), et non plus d'un personnel, suppose de renverser dans les faits des statuts et des rôles en travaillant beaucoup sur l'association des adultes à ce projet. Or cette démarche, sous peine de virer à la démagogie, doit être menée à fond jusqu'au risque de voir disparaître le contrôle sur les décisions de l'équipe. Tant mieux, l'esprit du projet n'en sera que mieux adapté à la réalité. Dans la négative, la cassure est irrémédiable et mieux vaut alors changer de projet, mais y aurais-je encore ma place ?

Pouvoir être garant d'un projet parce que l'équipe y a été associée, c'est mettre en avant l'évaluation continue du travail fourni. Affirmer que l'évaluation de la fonction d'animation et de la fonction de direction se mène en équipe, et non dans un bureau feutré (qui n'existait pas !), n'a cessé de déconcerter plus d'un animateur peu habitué à une telle pratique. Les résistances au changement sont parfois si fortes. Un moyen d'action reste la persuasion et la référence à un projet, lui aussi, dans une perpétuelle dynamique d'adaptation. Un autre est la mise en place d'une volonté de continuer à former les animateurs dans leur travail, aux besoins des enfants, à l'observation de ce qu'ils vivent, à l'analyse de leur travail. Inutile de dire que j'ai vécu ce travail d'équipe comme assez sportif ! Il m'a fallu, moi aussi, m'adapter sans cesse à ces 28 adultes plus ou moins acquis et enthousiastes devant une conception de la direction où j'étais face à l'organisateur, avec l'équipe, auprès des enfants, dans l'environnement.

Donc une volonté pédagogique envers les adultes, pour quels résultats ? Il faut préciser tout de suite que la lingère, les cuisiniers et les agents de service n'ont pas quitté leurs balais, fourneaux ou machine à coudre, marquant ainsi leur hostilité résolue à une quelconque concertation avec les animateurs, et en profitant pour refuser tout contact avec les gamins. Cloisonnement des tâches qui traduisait une grande insécurité face aux animateurs, ressentis comme « l'élite des centres de vacances », et qui gênait une organisation très fine de la journée, où l'enfant est pris en compte globalement quelque soit le statut de la personne qui intervient, chaque tâche concourant à son bien-être.

Les résultats ont été plus probants avec les 18 animateurs. Ils se sont appropriés très rapidement le projet, n'hésitant pas à le remettre en cause pour le faire avancer plus loin, dans ce qui me semblait être la bonne direction si j'avais su être convaincant, et leur montrer les véritables enjeux pour les gamins de toute attitude pédagogique.

Respecter 90 individualités

A ces principes énoncés pour l'équipe s'ajoutent les objectifs pédagogiques concernant la vie des enfants. Pour nous, un enfant est bien une individualité à part entière, en plein devenir comme n'importe lequel d'entre nous ; donc pas d'« infantilisation » dans notre attitude, mais un comportement des adultes qui restitue à l'enfant son devenir, avec ses difficultés et ses capacités du moment. Comme le disait Françoise Dolto : « L'enfant n'a pas tous les droits mais il a ceux des droits » (1). A ce titre, il a droit à ce qu'elle appelait le « langage vérité », la vérité, toute la vérité mise en mots par l'adulte. Notre attitude dès lors ne pouvait qu'évoluer sur le mode de l'individualisation et du respect des mêmes avec lesquels nous vivions.

Il est sans doute trivial de toujours descendre à leur hauteur pour leur parler (bonjour le mal de dos), mais c'est aussi manifester notre respect de leur différence et de notre désir d'adapter le milieu à l'enfant et non l'inverse. C'était là, sans conteste, le choix pédagogique majeur qui allait entraîner les autres et que nous ont reproché les partisans d'une éducation traditionnelle. Pourtant, de l'enfant notre désir d'adapter le milieu à sa société (c'est-à-dire libre de ses choix et en toute connaissance de cause) que s'il a été, et le plus longtemps possible, sujet de son éducation et non objet, modelé par des adultes en quête d'un ajustement autoritaire à des lois, normes, règles qu'il faut conserver.

Mais être sujet de son éducation, cela signifie que les adultes offrent à l'enfant un milieu qu'il pourra maîtriser, dans lequel il pourra agir et faire ses expériences en toute sécurité. D'où la nécessité d'utiliser de petites tables pour les repas, des lits à leur taille, des lavabos à bonne hauteur et... de se baisser pour leur expliquer les choses. C'est très concrètement que nous n'avons cessé d'envisager les conséquences pratiques de nos principes éducatifs.

Continuons la revue de nos choix dans l'organisation de la vie matérielle.

Respecter un enfant dans ses besoins et désirs, c'est par exemple ne jamais réveiller un enfant qui dort le matin ou à la sieste. Après la nécessaire période d'adaptation, le dernier enfant se levait régulièrement plus de deux heures après le premier. Cela suppose un accueil de chaque enfant à son lever, pour le resituer dans la journée (à 4-6 ans, la différence n'est pas acquise entre hier et

demain), et qu'il puisse prendre son petit-déjeuner tout seul à 10 h 30 le matin. Il a fallu s'ingénier à trouver des solutions pratiques pour montrer que c'était possible face aux résistances ouvertes des tenants d'une « journée bien structurée et ordonnée », celle où les adultes savent où les enfants doivent être minute par minute, au lieu de suivre le parcours individuel de chaque enfant. Parce qu'enfin, les enfants sont en vacances ! Evidemment qu'il faut parfois rappeler pour ne pas tomber dans les « travaux forcés » des activités du matin et de l'après-midi. Rappelons-nous quelles sont nos propres préoccupations quand nous sommes en vacances !

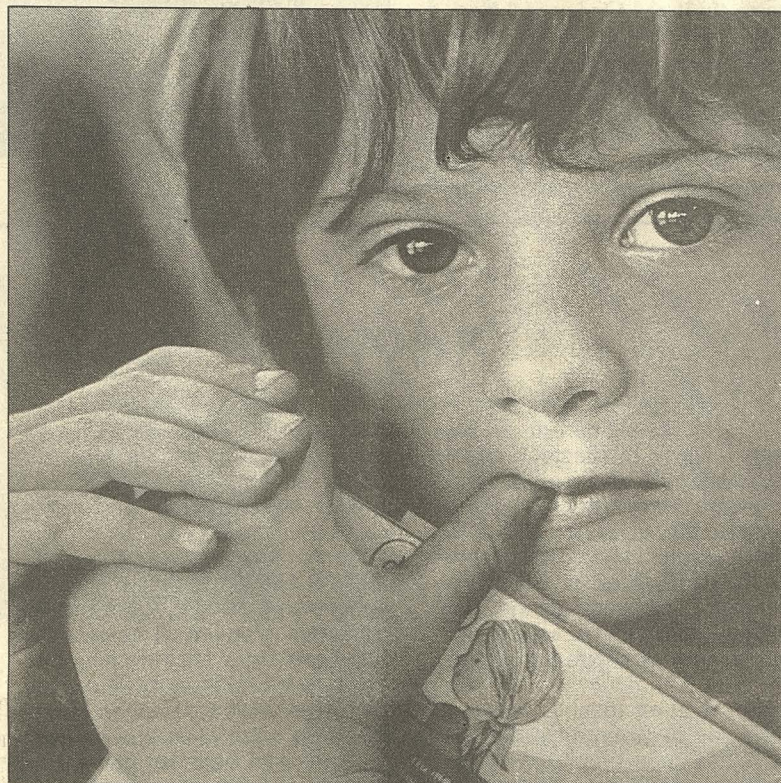
Faire le choix d'un lever individualisé, c'est accepter que pas un enfant ne mange, ne se douche et ne s'habille à la même heure que les autres. C'est donc un cauchemar pour des animateurs qui voudraient autoritairement commencer « leur activité » à 10 h 30. Ça l'est moins lorsque l'espace a été aménagé pour permettre l'activité spontanée et libre de l'enfant, avec ou sans animateurs. Difficile de faire comprendre qu'il faut « lâcher les baskets » aux mêmes (à condition d'avoir prévu très précisément l'environnement et d'en avoir fait un milieu riche qui encourage et suscite l'activité).

C'est, sans aucun doute, cette démarche autour de l'activité qui a posé le plus de difficultés. Le modèle du « bon animateur » n'était plus l'animateur hyper-actif, qui propose sans cesse et sait « motiver les enfants », qui, en définitive, fait « à la place de ». L'activité est tellement fondamentale dans le développement des capacités sensorielles, motrices et affectives des enfants que nous

notre araignée, largement gavée par les mouches attrapées par les enfants. Autant d'activités travaillées à partir des centres d'intérêts des enfants, qui demandent une disponibilité et une capacité d'adaptation très fine pour les animateurs, supérieure en tous cas à la mise en place d'un atelier « enfilage de perles ».

Si, pour moi, chacun était un « animateur disponible », l'équipe n'a pas autant suivi cette conception que je l'aurais souhaitée. En revanche, la liberté de choix a été tout à fait bien reprise en compte pour la vie quotidienne et la vie affective des enfants. Le sommeil, les repas et la toilette ont été des moments importants de la journée, sources d'un questionnement fécond pour les animateurs. Des signes d'un bon travail sur la vie quotidienne apparaissaient. A la fin du séjour, tous les enfants se savaient seuls à table et utilisaient plus ou moins adroitement leurs couteaux. De même, beaucoup avaient vaincu leur peur de l'eau pour se laver tout seul et, sous la douche, retrouver le plaisir de l'eau et de son corps, plaisir bien négligé dans leur milieu d'origine.

La douche a été un moment très travaillé par nous, avec des questions du genre : « tolère-t-on des douches collectives (...), qui décide de toucher un enfant et comment (...), comment familiarise-t-on des enfants à l'eau quand ils refusent la douche et qu'on décide de ne pas les laver au jet (...), comment aménage-t-on la salle de bain pour faire de la douche un moment agréable de jeu avec une relation affective très forte (...), quelle image donne-t-on à voir du corps de l'adulte, alors qu'il participe aux jeux d'eau, etc. ? ».



avons beaucoup travaillé sur « l'animateur disponible », apte à encourager le jeu (c'est tellement sérieux, le jeu !) et à s'inclure dans une activité décidée librement par l'enfant. Le modèle dominant de l'animateur devenait alors celui qui anticipe l'activité de l'enfant en aménageant le milieu (réalisation de « coins » et d'espaces adaptés) et en saisissant l'intérêt immédiat de l'enfant pour développer cette activité naissante. Par exemple, une demi-heure à regarder un bousier dans l'herbe nous a conduit à la réalisation d'un aquarium, après être parti à la pêche, mais aussi à la construction de la « maison de Gertrude » (l'utilisation de scies, marteaux, râpes par les 4-6 ans),

Pour moi, l'éducation libertaire passe d'abord par des questionnements comme ceux-ci, peut-être éloignés de grands concepts philosophiques, mais très au niveau d'une pratique qu'il nous faut montrer pour sortir du seul discours. Si le discours s'intéresse le plus souvent au « pourquoi ? », rarement repérable parce que jamais unique, la pratique se centre sur le « comment ça se passe ? », bourré de conséquences immédiates dans « l'ici et le maintenant » des enfants.

Marc DERHENNE

(1) Dolto Françoise, La cause des enfants, Ed. Le Livre de Poche.